

EN MARCHÉ !

Caminando!

Bulletin de réflexion et d'engagement

Volume 12, numéro 2 • octobre 1991



G U A T É M A L A

**l'espoir se fonde
sur le courage
et la force du peuple**

ABONNEMENT OU RÉABONNEMENT

OYÉ OYÉ! FIDÈLES LECTEURS! A VOUS TOUS QUI DÉVOREZ AVEC INTÉRÊT TOUS LES CAMINANDO QUE LE VENT AMÈNE... VEUILLEZ PRENDRE NOTE DE CES CHANGEMENTS CONCERNANT NOTRE POLITIQUE D'ABONNEMENT:

- ÉTANT DONNÉ QUE LE COÛT RÉEL DE PRODUCTION D'UN NUMÉRO DU **CAMINANDO** EST D'ENVIRON **2 500 \$** (GRAPHISME, MONTAGE, IMPRESSION, ENVOIS POSTAUX);
- ÉTANT DONNÉ QUE LES RECETTES D'ABONNEMENT COUVRENT À PEINE LA MOITIÉ DES FRAIS DE RÉALISATION DU **CAMINANDO**;
- ÉTANT DONNÉ QUE LE **COMITÉ CHRÉTIEN** NE PEUT PLUS SE PERMETTRE D'ABSORBER LE «DÉFICIT» ENGENDRÉ PAR LE **CAMINANDO**;

NOUS NOUS VOYONS OBLIGÉS D'AUGMENTER SENSIBLEMENT LE COÛT DE L'ABONNEMENT, AFIN DE TENDRE DE PLUS EN PLUS VERS L'AUTONOMIE FINANCIÈRE. PEUT-ÊTRE CETTE AUGMENTATION VOUS SURPRENDRA-T-ELLE, MAIS EN «CALCULANT» LA QUANTITÉ D'INFORMATIONS CONTENUES DANS LE CAMINANDO EN RAPPORT AVEC LE PRIX, VOUS VERREZ QUE, COMPARÉ À D'AUTRES MAGAZINES D'INFORMATION ET DE RÉFLEXION, CELA DEMEURE QUAND MÊME UN PRIX RAISONNABLE.

NOUS COMPTONS SUR VOTRE APPUI ET SUR VOTRE PUBLICITÉ! NOTRE OBJECTIF POUR L'ANNÉE 91-92 EST DE RECUEILLIR 500 ABONNEMENTS AU NOUVEAU TARIF, CE QUI NOUS PERMETTRAIT DE COUVRIR LA PRESQUE TOTALITÉ DE NOS FRAIS DE FONCTIONNEMENT.

JE M'ABONNE AU CAMINANDO
JE ME REABONNE AU CAMINANDO

NOM _____

ADRESSE _____

VILLE _____ **CODE POSTAL** _____

Abonnement (4 numéros par année) : 20 \$ au Canada et 23 \$ à l'étranger

RECONSTRUIRE L'ESPÉRANCE

«NOUS VIVONS DES MOMENTS DIFFICILES, DES MOMENTS D'AGRESSION MAXIMALE DU NORD CONTRE LE SUD, DES CENTRES DE POUVOIR DES PAYS INDUSTRIALISÉS CONTRE LE TIERS-MONDE, DU CAPITAL CONTRE LE TRAVAIL, DES RICHES CONTRE LES PAUVRES. CE SONT DES MOMENTS OÙ NOS SCHÉMAS, NOS THÉORIES ET NOS ANALYSES SONT REMIS EN QUESTION, PUISQU'IL EST URGENT D'ARRIVER À FORMULER DES NOUVELLES STRATÉGIES QUI NOUS PERMETTENT D'AVANCER, D'ACCUMULER DES FORCES ET DE RECONSTRUIRE NOS ESPÉRANCES.» C'EST EN CES MOTS QUE LE THÉOLOGIEEN DE LA LIBÉRATION PABLO RICHARD, CHILIEN RÉSIDANT AU COSTA RICA, A DÉBUTÉ SON INTERVENTION, À LA DEMANDE D'ALAI QUI LUI DEMANDAIT SON AVIS SUR L'AVENIR DE L'ÉGLISE POPULAIRE SUR LE CONTINENT LATINO-AMÉRICAIN. NOUS REPRODUISONS ICI SON EXPOSÉ.

La contradiction de la décennie

Dans la mesure où le conflit Est-Ouest va en diminuant et même en disparaissant, et que le communisme n'est plus vu comme un ennemi pour les puissances occidentales, c'est le Tiers-Monde qui commence à prendre les traits de l'ennemi. C'est ce que nous voyons au Moyen-Orient, où la présence des puissances occidentales en Irak signifie une agression féroce contre le monde arabe, particulièrement contre l'Irak et le Tiers-Monde en général. C'est ce que nous avons vu également lors de l'invasion du Panama, dans l'intervention au Nicaragua et dans d'autres pays d'Amérique centrale, pour ne mentionner que les faits les plus évidents.

Les puissances occidentales, les centres de pouvoir du Premier Monde, sont chaque jour plus agressifs envers le Tiers-Monde, avec l'exigence du paiement de la dette, les politiques appauvrissantes pour notre continent, l'action des moyens de communication, la pénétration des sectes religieuses, les pressions militaires, etc. Et rien n'indique que cette tendance va changer; au contraire, il est évident que la contradiction Nord-Sud sera la contradiction des années 90. La conséquence de cette espèce d'avalanche contre le Tiers-Monde, c'est l'augmentation de la pauvreté dans les pays qui en font partie. En Amérique latine, il y a un consensus entre les sociologues et les économistes, à savoir que la pauvreté, et même l'extrême misère, s'étend de manière accélérée dans la région, comme produit des politiques néo-libérales, des ajustements structurels, de tous les ajustements de la dette, de la façon dont est traité le commerce de la drogue, etc.

Le mur du silence

Mais on ne parle pas seulement ici d'appauvrissement, ni même d'indigence; il y a un phénomène nouveau qui est pire encore : l'espèce de désintégration du monde des pauvres.

Parmi les pauvres, il y a une augmentation impressionnante de la peur, de la désagrégation, de la rupture des liens familiaux, de la migration massive des hommes qui laissent les foyers, de la violence, une violence qui n'est même pas structurelle ni révolutionnaire, mais une violence aveugle qui naît parmi les pauvres.

On voit donc germer un monde de désespérance, de désintégration, de violence entre les pauvres, et je crois que cela est le fruit de cette politique néo-libérale, qui est une philosophie qui exclut les secteurs les plus marginalisés, qui est une politique destinée à décourager les peuples.

Le Mur de Berlin est tombé, mais en même temps un mur s'est dressé entre les riches et les pauvres, un mur de silence afin que le monde riche oublie les pays pauvres, un mur pour ignorer ceux qui sont derrière ces murs, les pauvres, les marginalisés.

On peut voir partout comment le système cache ses pauvres; les médias et toutes les politiques mettent les pauvres à part, ils les excluent, ce qui fait que des masses de gens sont mis de côté, et le pire c'est que la philosophie néo-libérale projette une idéologie qui est acceptée par le peuple exclu, il l'accepte et pense qu'elle est bonne, qu'il doit en être ainsi : être exclu, vivre dans la marge.

Nous subissons un processus systématique de destruction, pas seulement aux niveaux économique, environnemental et social, mais également aux niveaux de l'espérance, de la culture et de la jeunesse. Je trouve que la jeunesse est agressée de façon incroyable par le chômage, la drogue, la consommation, appelons-la la «consommation frustrante» puisque dans les faits les jeunes ne peuvent pas consommer mais ils vivent dans l'idéologie de la consommation.

Amérique centrale : trois événements déterminants

Dans un tel contexte, il devient urgent de reconstruire l'espérance et pour ce faire il faut analyser froidement la réalité. Dans ce sens, nous, en Amérique centrale, devons nous en remettre à trois événements impressionnants qui ont eu lieu dernièrement.

Le 16 novembre 1989 a eu lieu l'assassinat des jésuites au El Salvador, événement qui s'inscrit dans le cadre d'un massacre encore plus grand. Nous croyons que ce massacre a une grande signification, ce n'est pas une erreur ni une hystérie militaire, c'est quelque chose qui a été planifié. Les jésuites

formaient une équipe interdisciplinaire qui pensait réellement à une solution pour la société salvadorienne, une équipe qui par le fait même était devenue insupportable pour les puissants.

Et ceux-ci croient que la seule façon de maintenir leur domination, c'est en éliminant les foyers de résistance culturelle, éthique, spirituelle, car après l'assassinat des jésuites, il y a eu la répression de tous les organismes de droits humains, les organisations non-gouvernementales, tous les mouvements alternatifs de santé et de commercialisation, d'éducation populaire, les organisations internationales de développement, jusqu'à l'ONU qui a été attaquée et qui a dû transférer ses bureaux au Guatemala.

Le second événement fut l'invasion du Panama le 20 décembre 1989. Cette action militaire a révélé plusieurs choses. D'abord, le déploiement militaire, la quantité de bombes, le nombre de morts; aujourd'hui, le chiffre le plus conservateur que l'on avance au Panama est de six mille morts. Sans parler des nombreux sinistrés et de toute la destruction injustifiée qui s'est faite dans le pays, car si l'objectif était d'attraper Noriega, il y avait mille et une autres façons de le faire. Et Noriega n'a pas été le motif, il a été le prétexte utilisé par les Américains; ce que ceux-ci voulaient c'était envahir, écraser le peuple panaméen et augmenter la présence nord-américaine au Panama. La preuve c'est qu'ils sont en train de construire des routes, des ponts, des murs, des édifices : ils sont là pour rester. Les accords Torrijos-Carter sont bafoués dans la pratique; certains Américains vont même jusqu'à affirmer que la frontière sud des Etats-Unis c'est Panama, ce n'est plus le rio Bravo mais le Canal de Panama ! Ce fut donc une démonstration de force pour humilier et désespérer le Tiers-Monde.

Le troisième événement, le plus significatif de tous, c'est ce qui s'est passé au Nicaragua le 25 février 1990. On connaît bien l'analyse du FSLN, les différentes analyses qui ont été faites, mais il est évident que, fondamentalement, le peuple a voté pour la fin du blocus économique, de la guerre, pour la paix et pour un minimum de bien-être économique. Il est clair que le Front a commis de nombreuses erreurs, personne n'en doute, mais les erreurs du Front ne justifient pas sa défaite.

La cause première de cette défaite, c'est l'agression nord-américaine. Un petit pays qui cherche humblement à mettre son économie au service des besoins de base, un gouvernement qui choisit une option préférentielle pour les pauvres, qui commence à organiser lentement le peuple, de manière imparfaite, dans des organisations populaires, avec un programme écologique fantastique (un modèle pour l'Amérique latine), avec un projet culturel de premier ordre; bref, quand un peuple commence à se lever en mettant de l'avant un projet de vie, les Etats-Unis l'agressent : à travers le blocus économique, qui fut une agression brutale, et à travers

l'agression militaire, par le financement de la contra. Il n'y a aucun peuple qui puisse résister à dix ans de crise économique et de guerre, et cela nous devons en tenir compte.

Donc, ce qui s'est passé au Nicaragua ne doit pas nous amener à adopter une attitude pessimiste, "liquidationniste". Certaines personnes au Nicaragua ont endossé cette attitude, jusqu'à un commandant sandiniste, Victor Tirado Lopez, qui en est venu à dire : « Nous devons nous convaincre que la fin de l'anti-impérialisme est arrivée, nous ne pouvons pas maintenir l'anti-impérialisme des années 60, 70 et 80; ce qui s'est passé au Nicaragua démontre que nous devons abandonner ces positions anti-impérialistes. » Cette déclaration a entraîné une très grande polémique et il s'est repris en disant qu'il s'agissait d'un anti-impérialisme sur le terrain militaire.

L'importance des mouvements sociaux

Tous ces événements et de nombreux autres, comme la percée de Lula au Brésil, le retour à la démocratie au Chili, le soulèvement indigène en Equateur, nous ouvrent des pistes importantes pour orienter nos actions.

Premièrement, ils démontrent l'importance des mouvements sociaux, des mouvements de base, de tous les mouvements de la société civile : les mouvements syndicaux, productifs, de droits humains, de solidarité, de santé alternative, d'éducation populaire, de commercialisation communautaire, de communautés de base, culturels, de libération de la femme, les mouvements de jeunes, d'enfants, de prostituées, d'artistes; il y a une variété incroyable et une force énorme dans les mouvements sociaux.

Evidemment, les mouvements sociaux n'ont pas un objectif à court terme qui serait la prise du pouvoir, mais ils ont une perspective du pouvoir au niveau de la société civile. Il s'agit donc d'articuler un nouveau pouvoir qui ne soit pas seulement politique mais également économique, social, culturel, spirituel, éthique. Il s'agit de transformer la société civile à partir de la base, de bâtir un nouveau consensus à tous les niveaux, pas seulement au niveau de la participation mais aussi sur la culture, sur le rôle de la femme, sur la façon de former la famille, dans l'art, la religion, etc. Bref, un réajustement profond de la société civile, avec une perspective à moyen et à long terme, non pas tant pour prendre le pouvoir mais pour bâtir un pouvoir nouveau.

Je crois que les partis de gauche sont demeurés fixés sur cet objectif qu'est la prise du pouvoir, à court terme et de n'importe quelle manière, sans penser que ce pouvoir est corrompu et qu'il faut le critiquer, qu'il faut établir un nouveau pouvoir qui ait une base. Je crois par exemple qu'une des erreurs commises par les sandinistes fut celle de s'éloigner de la base; pas tous les ministères, mais certains ont

pris de sérieuses distances face à la base, ils ont perdu le «sens» de la base.

Les mouvements sociaux revêtent donc une importance décisive. Je considère que pour la décennie 90, l'avancement va se faire au niveau des mouvements sociaux; nous n'aurons peut-être pas de grands triomphes, de camions de guerilleros qui entrent dans la ville, prenant le pouvoir, etc. Je crois que ce sont des choses du passé.

Je crois que l'avancement des mouvements sociaux suppose une guerre de positions : il faut gagner de l'espace. Là où 15 femmes se réunissent, achètent deux machines à coudre et mettent sur pied un «centre de mères» pour fabriquer des pantalons, il y a une victoire; quand cinq jeunes s'unissent, on gagne quelque chose; là où naît une santé alternative ou une commercialisation alternative, ce n'est pas un grand triomphe, mais ce sont des milliers de victoires quotidiennes, où l'on fait autre chose, où l'on prend un autre pouvoir.

Cela suppose un changement de mentalité profond chez les intellectuels, les progressistes, dans les partis politiques. C'est la grande leçon du Nicaragua, il faut gouverner à partir de la base comme le disait Daniel Ortega.

La lutte anti-impérialiste d'aujourd'hui

Un second point est l'impérialisme. A l'intérieur des communautés de base, nous avons lancé une discussion qui commence à prendre forme autour de l'idée que l'anti-impérialisme, l'attitude anti-impériale, doit être présente à l'intérieur des mouvements sociaux, dans quatre domaines principaux. Ces domaines ne sont pas nouveaux mais nous devons prendre davantage conscience de leur importance... Les deux premiers sont clairs pour tous, et pas seulement pour les chrétiens.

Le premier domaine est celui de l'affrontement culturel. L'impérialisme lui-même, dans le document Santa Fe II, affirme que la guerre au Tiers-Monde va être culturelle, et en effet il y a un affrontement culturel.

De notre côté, tout ce qui a trait à la résistance culturelle, à l'identité culturelle, tout ce qui nous permet de nous rapprocher comme communauté, de défendre les revendications de la vie, de défendre la nature, tout cela revêt une couleur anti-impérialiste de guerre, de véritable affrontement, parfois violent, non pas à cause des armes mais par la violence de l'affrontement culturel contre la culture de l'empire. Et quelle est la culture de l'empire ? L'individualisme, la consommation, le spiritualisme des sectes, etc. Il faut donc prendre conscience que nous sommes dans une guerre culturelle et qu'il s'agit d'un domaine d'affrontement, de résistance et de libération.

Le deuxième domaine est celui de l'éthique qui, loin d'être la prérogative des chrétiens, est l'affaire de tous les latino-américains. Il s'agit ici d'assumer la défense de la vie humaine comme une valeur éthique fondamentale, c'est-à-dire la vie humaine concrète, la terre, le travail, la santé, le logis; là où le bon est celui qui défend la vie et le «méchant», celui qui la détruit. Comme critère de véracité, comme critère de rationalité, c'est la vie humaine qui est le critère de discernement, face à l'éthique de l'empire. Et quelle est l'éthique de l'empire ? Le profit est la valeur fondamentale. Pour l'empire, ce qui produit des bénéfices est bon, ce qui n'en produit pas est mauvais. Ce qui est rationnel c'est ce qui engendre des gains, l'irrationnel c'est ce qui n'engendre aucun revenu, c'est tout. D'après la logique de cette rationalité, le chômage, la mort des autochtones, la mort des paysans, la mort de la jeunesse peuvent être tout à fait rationnels, si à un moment donné cela fait augmenter les revenus.

Il faut donc prendre conscience que l'empire a une éthique de mort alors qu'ici nous avons une éthique de vie. Je crois qu'une des causes de la chute des socialismes a peut-être été le fait d'avoir négligé le terrain éthique, l'éthique ne comptait pas.

Un troisième domaine, très lié à celui de l'éthique, est celui de l'affrontement spirituel. Je constate que dans les mouvements sociaux, dans les révolutions, la dimension spirituelle joue un rôle important; il y a une spiritualité, une mystique, qui est fondamentale. C'est donc notre devoir de développer une éthique de la vie, une spiritualité de la vie, puisque l'empire a sa mystique et sa spiritualité de la mort.

Bien sûr, au coeur du domaine spirituel est le thème de Dieu. La question fondamentale aujourd'hui n'est pas de savoir si Dieu existe ou non, mais plutôt «où est-il»? Dans ce sens-là, les ennemis ne sont pas les athées, nos ennemis ce sont les idolâtres, c'est-à-dire ceux qui manipulent Dieu, ceux qui déforment l'image de Dieu.

Pour moi, un Pinochet catholique est très dangereux pour la foi, et non pas un militant qui lutte pour la justice et la révolution et qui se dit athée. Nous disons donc qu'aujourd'hui la menace ne vient pas de l'athéisme mais bien de l'idolâtrie, et l'empire est fondamentalement idolâtre, c'est une grande machine de perversion religieuse et nous devenons presque apocalyptiques en décrivant l'empire comme une bête, dont le pouvoir est le démon.

Et Dieu, où est-il ? Dans les mouvements populaires. Nous découvrons Dieu dans tous les mouvements pour la vie, pour la justice, dans les soulèvements de paysans.

Il s'agit donc pour les Communautés Ecclésiales de Base (CEB) de rendre visible la présence de Dieu, par notre engagement et non par nos paroles, en montrant que Dieu

est réellement présent dans les soulèvements de paysans et d'autochtones, dans la lutte des femmes, la lutte pour la terre, pour la culture, la lutte écologique... Dans toutes ces luttes, Dieu est là.

Finalement, un autre domaine d'affrontement très chrétien, c'est la contradiction fondamentale entre l'empire et le Royaume de Dieu. Nous parlons du Royaume de Dieu mais d'une manière trop neutre. Il faut prendre conscience que le Royaume de Dieu est l'anti-empire et que l'empire est l'anti-Royaume de Dieu. La réalisation du Royaume de Dieu, comme grand projet de Dieu dans l'histoire, se fait maintenant donc, si nous voulons lutter pour l'avènement du Royaume de Dieu, nous devons lutter contre l'empire. C'est ce que nous appelons l'affrontement théologique.

En résumé, il y a un affrontement culturel, éthique, spirituel et théologique contre l'empire, qui ne remplace pas l'affrontement militaire et politique car je crois que ce dernier est toujours présent, mais en ce moment de grande agressivité du Nord envers le Sud, un affrontement militaire explicite et direct pourrait être très dangereux. Pour l'instant, il vaut mieux que l'affrontement ait lieu sur ces terrains qui sont moins spectaculaires, plus silencieux, plus quotidiens, plus massifs, mais plus efficaces. Et à ce niveau les CEB ont un rôle extraordinaire à jouer, à condition qu'elles soient insérées dans les mouvements populaires.

Les défis de l'Eglise des pauvres

Les CEB représentent un défi fondamental pour l'Eglise des pauvres, parce que ce sont elles qui permettent que le peuple participe véritablement à la vie de l'Eglise, et que l'Eglise participe dans la vie du peuple. Surtout pour les laïcs, cette grande masse de pauvres, d'indigènes, de paysans, etc. pour qui c'est très difficile de participer dans la paroisse; c'est différent dans la petite communauté.

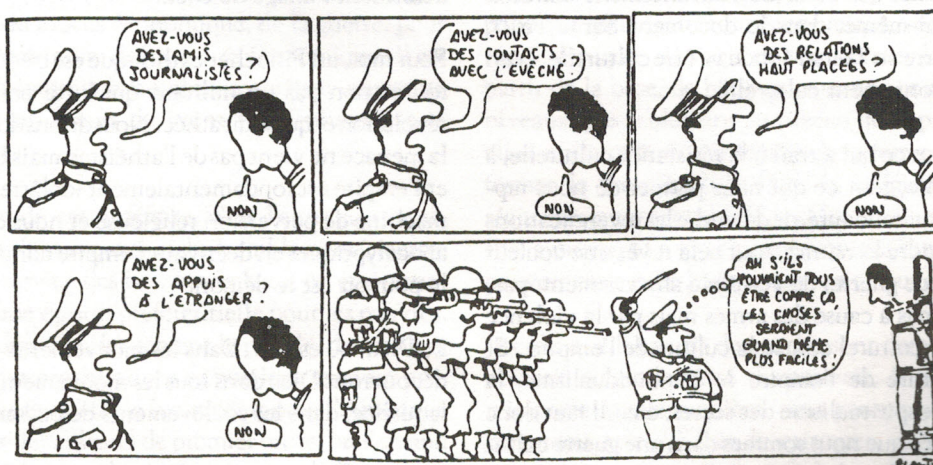
Un autre défi très important c'est, en général, la défense de la vie, parce que la détérioration du niveau de vie est énorme. Et c'est justement là-dessus que travaillent de nombreuses communautés de base, elles n'ont pas seulement des activités religieuses mais elles créent et participent dans les mouvements de santé, d'organisation populaire, dans tous les mouvements sociaux.

Il existe également un défi théorique, celui de la théologie de la libération. J'ai toujours cru en l'importance de la théorie, penser la réalité; avoir une théologie qui ne soit pas occidentale ni européenne mais qui soit nôtre, qui soit une théologie indigène, une théologie paysanne, une théologie qui défende la vie, une théologie anti-impérialiste, qui assume, comme nous l'avons dit précédemment, cet affrontement avec l'empire. Cela est fondamental.

Un autre problème auquel nous devons faire face, c'est l'affrontement avec le mouvement néo-conservateur. De l'Europe nous vient un mouvement néo-conservateur très articulé, au niveau de l'Eglise, qui est l'autre côté de la médaille du mouvement néo-libéral; c'est incroyable, le mouvement néo-libéral et néo-conservateur s'unissent dans un même projet d'agression contre le Tiers-Monde !

La meilleure façon d'affronter le mouvement néo-conservateur c'est en grandissant là où est notre force; ne pas tendre vers un affrontement trop direct mais montrer de l'agressivité et de la confiance.

Et notre force réside dans le peuple, dans les communautés de base, dans les mouvements populaires, dans les activités que fait l'Eglise au niveau de la base, dans la participation des laïcs, dans la défense de la terre, enfin, dans toutes les activités des mouvements sociaux.



500e anniversaire de l'invasion de l'Amérique

L'APPORT DES FEMMES

EN SEPTEMBRE DERNIER, MARIA ALICIA PUENTE DE GUZMAN, MEXICAINE, ÉTAIT DE PASSAGE À MONTRÉAL. CETTE FEMME, MÈRE DE TROIS ENFANTS ET GRAND-MÈRE, EST COORDONNATRICE À MEXICO DE LA COMMISSION D'ÉTUDE ET D'HISTOIRE DE L'ÉGLISE EN AMÉRIQUE LATINE (CEHIAL). ELLE A FAIT UNE MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE (SPÉCIALISÉE EN SOCIOLOGIE DES RELIGIONS) ET EST ÉTUDIANTE AU DOCTORAT EN ANTHROPOLOGIE SOCIALE. ELLE TRAVAILLE AVEC SON MARI DANS LES BIDONVILLES DE MEXICO. VOICI LE RÉSUMÉ D'UN ENTRETIEN QUE MARIA TERESA CORDERO A EU AVEC ELLE SUR L'APPORT DES FEMMES, TOUT AU LONG DE CES 500 ANNÉES DE CONQUÊTE.

Selon Maria Alicia de Guzman, un point important qui ressort de l'histoire, c'est la grande sensibilité des femmes à protéger et à permettre la vie. Cette propension se vérifie encore plus à l'intérieur du monde autochtone. C'est la femme qui s'occupe des nouveaux-nés, les prépare à la vie future qui aura des caractéristiques différentes selon le sexe de l'enfant. C'est également la femme qui exécute les centaines de tâches relatives au travail de la terre, aux fêtes, aux récoltes. Ces activités, sans être exclusives à la femme, sont réalisées en grande partie par elle.

Il y a eu bien sûr la conquête espagnole, qui fut une occasion de rencontre entre les mondes autochtone et européen, pleine de forces de vie, mais aussi une conquête brutale, motivée par un désir de pouvoir et de richesses. La femme autochtone fut violée, assassinée, utilisée.

Les femmes espagnoles venues en Amérique au XVI^e siècle pour accompagner leur mari, ont fait preuve de ce même attachement pour la vie. Elles ont développé des foyers pour les jeunes, des activités pour les enfants et ont protégé les autochtones.

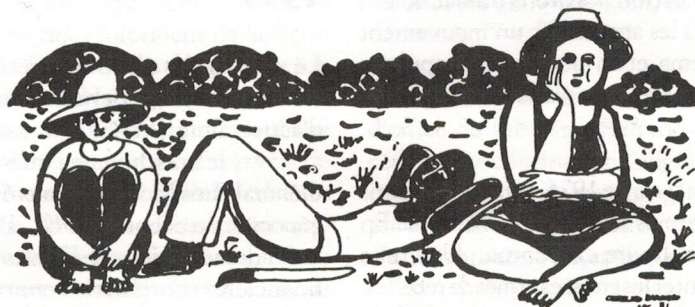
Un autre point que nous enseigne l'histoire, c'est cette grande capacité qu'ont les femmes à assumer des responsa-

bilités. Dès qu'une porte s'ouvre, quand l'homme va à la guerre par exemple, le potentiel de la femme devient évident. Il serait important cependant que, en toutes circonstances, et non seulement quand l'homme laisse un espace vacant, nous développiions ces capacités et que nous les fassions valoir, non pas comme une substitution mais dans un cadre égalitaire et complémentaire.

Une façon de fortifier notre sensibilité à la vie, c'est de bâtir des ponts entre les femmes de milieux socio-économiques différents. Ces relations modifient la manière d'utiliser le temps, de prendre des décisions, et ouvrent d'autres façons d'être présent aux autres et à leurs besoins.

Il ne faut pas oublier que nous pouvons toutes contribuer à créer une vie meilleure, par une acceptation réelle des autres, et inventer ainsi une nouvelle famille, une nouvelle forme de décolonisation pour les générations futures.

Pour toutes ces raisons, le défi suivant demeure: renforcer notre esprit de décision, être conscientes que notre jugement a de la valeur. Voir dans l'espace que nous avons, que nous faisons pour l'humanité, pour l'Univers, le défi de la vie qui continue.



Bilan de la situation au Guatemala en 1991 :

«L'ESPOIR SE FONDE SUR LE COURAGE ET LA FORCE DU PEUPLE»

Le Guatemala est un pays en conflit et en crise. Une grande partie de sa population subit les effets des conditions créées par l'invasion espagnole il y a presque cinq siècles. L'action de l'élite dirigeante, du gouvernement des Etats-Unis, et des intérêts financiers internationaux ont depuis ajouté à la misère du peuple. Voici d'abord un bref rappel historique.

1944-1954

En 1944, l'élection de Juan José Arevalo donna l'occasion d'améliorer les conditions de vie de la majorité, et de briser l'extrême dépendance face aux marchés étrangers. La décennie entre 1944 et 1954 a été appelée «la décade du printemps». Un code de travail avait été institué, un système de sécurité sociale avait été développé, les partis politiques avaient été légalisés et pouvaient librement se développer, et surtout une certaine réforme agraire avait été mise sur pied par l'administration qui suivit, celle du Président Jacobo Arbenz.

L'acceptation de cette réforme agraire fut toutefois mitigée. La désapprobation vint du plus grand propriétaire terrain du Guatemala, la compagnie «United Fruit», basée à Boston. En 1954, la CIA, en coordination avec la «United Fruit», organisa un coup d'Etat militaire, forçant le Président Arbenz à démissionner et mettant à sa place le Colonel Castillo Armas, appuyé par les Etats-Unis.

1954-1980

Les gouvernements militaires qui suivirent établirent une politique systématique de violation des droits humains, afin de contrôler le peuple. Dans les années 60, un mouvement de guérilla d'opposition se forma, et un mouvement populaire se forma également pour contrer la violence et l'injustice généralisée.

Après le gros tremblement de terre de 1976, les organisations populaires exigèrent des réformes sociales et politiques. En réponse à cela, la violence militaire s'accrut. Une telle répression contribua à augmenter les groupes armés de rebelles. En janvier 1982, les quatre plus grands groupes armés de la guérilla annoncèrent leur unification formelle, sous le nom de «Unité révolutionnaire nationale du Guatemala» (URNG).

1980-1990

De 1980 à 1985, les militaires instaurèrent un programme de «contre-insurrection» qui tua entre 50 000 et 75 000 personnes. Une très large stratégie de «pacification» fut ensuite développée, comprenant un grand nombre d'institutions contrôlées par les militaires, comme des patrouilles civiles, des «villages modèles», un réseau d'informateurs et un soi-disant programme de développement rural. Des centaines de villages indigènes furent détruits et des milliers de gens s'enfuirent de leurs foyers ou de leur pays.

En 1985, les Forces Armées du Guatemala organisèrent des élections nationales pour élire le premier président civil depuis 1954. Ce geste était d'abord destiné à leur regagner le support financier international. Le candidat du parti démocratique chrétien, Vinicio Cerezo, fut élu et devint président en 1986. Le Guatemala intégra de nouveau partiellement la communauté internationale, d'où il avait été banni à cause de la brutalité de ses régimes antérieurs. Cerezo commença par soulever de grands espoirs, mais ils s'avèrent bientôt faux car ce sont les militaires qui continuaient à détenir le véritable pouvoir.

1991

Le résultat des élections précipitées de janvier 1991 fut la victoire de Jorge Serrano Elias, candidat du Mouvement d'action unie (MAS), qui assumait la présidence. Serrano avait été le bras droit de l'infâme «chrétien nouveau-né», le Général Rios Montt, qui a présidé l'horrible répression et le génocide du début de 1980. Bien qu'il ait promis la paix et la fin des violations des droits humains, l'armée et les élites financières continuent à contrôler l'agenda social et politique du pays.

Récemment cependant, comme résultat des discussions commencées en 1987, un plan fut établi en 1990 à Oslo pour



des négociations entre le gouvernement, l'armée, l'URNNG et différents secteurs. Ces négociations traitent d'enjeux majeurs comme les droits humains et la démocratisation.

Nous voyons en 1991 un pays qui arrive à la croisée des chemins : Y aura-t-il une solution politique sérieusement négociée, visant à régler les véritables problèmes, ou bien le Guatemala fera-t-il face à une intensification du conflit armé et à un désordre social sans cesse croissant ?

PROFIL DES DROITS HUMAINS : LA VIOLENCE ATTEINT SON PLUS HAUT NIVEAU EN CINQ ANS

Les violations des droits humains ont encore atteint des profondeurs abyssales. Bien des rapports, incluant ceux des organismes des Nations-Unies, nous informent de la façon dont la situation se détériore. Les critiques des groupes à la 47^e session des Droits humains aux Nations-Unies en 1991 augmentèrent en nombre et en sévérité. En dépit d'une utilisation plus sélective de la répression par l'appareil de sécurité du Guatemala à la fin des années 80, les massacres ont continué. La plupart ne furent pas remarqués, mais d'autres, comme le massacre de El Aguacate à l'automne 1987, ont attiré l'attention internationale. Le massacre de Santiago Atitlan, le 2 décembre 1990, qui a fait 14 morts, dont 3 enfants et 22 blessés, est un cruel exemple de la nature répressive des forces qui gouvernent le Guatemala.

D'après l'information fournie par le « Grupo de Apoyo Mutuo » (GAM), 231 personnes sont disparues et 1513 personnes ont été exécutées sans jugement en 1990. Des corps ont été trouvés, portant des signes de torture, sur le bord des routes. GAM et CONAVIGUA ont demandé que des enquêtes soient faites sur 125 cimetières clandestins qui existeraient à travers le pays.

L'un des plus affreux développements en 1990-91 fut la publication de rapports signalant la brutalité policière contre les enfants de la rue. Dans son rapport « Les enfants de la rue au Guatemala », Amnesty Internationale accuse les forces de sécurité du Guatemala de mauvais traitements, d'attaques physiques et de coups qui ont entraîné la mort d'enfants de la rue. Au moins 17 ont été assassinés par les forces de sécurité du gouvernement, et bien des cas ne sont jamais dénoncés.

Les violations des droits humains durant le premier trimestre d'office du Président Serrano ont surpassé les années précédentes et continuent d'augmenter. Parmi les victimes, on compte des personnes engagées dans des organisations populaires, de droits humains ou de syndicats, et d'associations d'étudiants et de paysans.

Certains ont attribué cette augmentation de la violence à l'association qu'entretenait le président Serrano avec Rios Montt, sous la direction duquel la violence était institutionnalisée au début de 1980. Des tribunaux secrets

avaient été établis et les exécutions sommaires étaient chose de routine. Les attaques sur la frontière Mexique-Guatemala étaient habituelles. L'agence de nouvelles «Cerigua» a récemment rapporté que ces attaques frontalières avaient recommencé.

Ce qui contribue aussi aux disparitions et aux assassinats sans jugements, c'est le climat politique incertain qui a accompagné le début des négociations entre le gouvernement et l'URNG : «l'atmosphère du pré-dialogue au Guatemala est très instable. Les assassinats et les menaces de mort dominent les nouvelles. (Rapport d'Amérique centrale, p. 143. 17 mai 1991)

Impunité

L'impunité avec laquelle agissent les forces armées et la police sont caractéristiques de la violation systématique des droits humains au Guatemala. Les responsables des plus grandes violations sont habituellement des membres des forces de sécurité qui se moquent du système judiciaire. Il y a de nombreux cas qui illustrent clairement le manque de volonté pour faire enquête, emmener en cour et juger les individus et les institutions responsables.

Un cas type de cette situation d'impunité est le récent acquittement des 6 officiers de police qui étaient accusés des tortures et de la mort de deux étudiants universitaires de Quetzaltenango en octobre 1987. Les officiers ont été acquittés malgré les évidences montrant leur culpabilité.

Deux éléments reliés à l'impunité sont l'intimidation et la corruption. Des juges, des avocats et des témoins sont souvent intimidés par les Forces de sécurité comme c'est arrivé à Chunima, en octobre 1990 (voir plus loin).

En novembre 1990, le frère d'un des étudiants victimes à Quetzaltenango a été assassiné parce que sa famille était déterminée à poursuivre le procès judiciaire. Et, en 1988, dans le cas «Panel Blanco», le juge concerné a été kidnappé et l'avocat assassiné.

La corruption est un autre outil efficace pour la manipulation des juges et des témoins dans un pays où la situation économique est désespérée et où l'on craint de perdre son emploi. Ce problème fondamental d'impunité a eu comme résultat l'éviction du Guatemala du Programme de l'Université Harvard en assistance légale.

Il est clair que cette situation d'impunité au Guatemala requiert et mérite une attention soutenue de la part de la communauté internationale, qui a la responsabilité d'intervenir pour garantir que ne soient pas répétés les événements du passé, et pour s'assurer qu'il y ait des enquêtes, des procès et l'arrestation des responsables des abus des droits humains.

Dans cette même veine, le cas de soeur Diana Ortiz mérite notre mention. Depuis 1989, sa communauté des Religieuses Ursulines ne cesse de presser le gouvernement du Guatemala et celui des Etats-Unis pour obtenir une enquête complète du cas. Une telle persévérance à poursuivre la justice est nécessaire pour briser le cercle vicieux de l'impunité.

Droits économiques et sociaux

La situation économique au Guatemala a certainement empiré depuis la dernière décennie, surtout pour la population indigène. D'après la Commission économique d'Amérique centrale (CEPAL), le Guatemala est parmi les pays les plus pauvres d'Amérique latine, avec 82% des Guatémaltèques vivant dans la pauvreté, et 72% dans des conditions d'extrême pauvreté (i.e. incapables de subvenir aux besoins fondamentaux de la vie). Deux pour cent des fermes du pays occupent les deux-tiers de la terre cultivable alors que 70% des fermes n'occupent que 17% des terres arables. Comme résultat, des centaines de milliers de Guatémaltèques sont sans logis, sans terres et sans accès à la nourriture, ni aux services de santé, ni à l'éducation et autres besoins de base.

La malnutrition, l'anémie, la malaria et autres maladies sont très répandues. L'accès aux soins de santé est extrêmement limité, spécialement dans le monde rural indigène. Au Guatemala, il y a en bloc, 11% des enfants qui meurent avant l'âge de cinq ans; au niveau de la population rurale, le taux monte à 32%. Pour la population indigène, la mortalité infantile est de 134 pour 1000 naissances vivantes. Deux fois celle de la population latine ! Trois enfants indigènes sur quatre souffrent de malnutrition.

Les politiques économiques du gouvernement guatémaltèque sont influencées par les institutions financières internationales. Le Fonds Monétaire International et la Banque de Travail appuient les intérêts économiques du 1er monde. Ils imposent aux pays du Tiers-Monde certaines conditions, avant de leur accorder des prêts. Ces conditions incluent la dévaluation de l'argent, les coupures du gouvernement dans les programmes sociaux, la privatisation du secteur public, la promotion indiscriminée de l'exportation et autres mesures qui portent le nom de «libre-échange». Ces politiques ont pour résultat la perte du contrôle national sur le commerce, l'échange et l'utilisation des ressources et profits. «L'ajustement structurel» appliqué d'abord par Cerezo dans son administration, et maintenant par celle de Serrano a eu des conséquences désastreuses pour la majorité pauvre du Guatemala.

Cette approche économique est encouragée en partie par les «maquilas», ateliers dont les buts premiers sont d'obtenir de la main-d'oeuvre bon marché, non organisée, et d'opérer avec le moins de contrôle et de restrictions possible. La situation actuelle des travailleurs est critique : le sous-emploi



et le non-emploi sont à 50%, les salaires réels des centres urbains ont baissé de 31,1% et les salaires de la campagne ont baissé de 18% en 1990. Les manufactures sont de plus en plus situées dans les milieux ruraux où le sous-emploi est élevé et l'organisation syndicale très faible. Beaucoup de jeunes indigènes, dans ces manufactures, ont un salaire aussi bas que 0,07\$ l'heure !

Toutes ces politiques se combinent pour assurer une dépendance accrue pour le Guatemala, alors qu'une minorité locale ne cesse de s'enrichir. L'expérience du travail dans les maquilas révèle un niveau d'exploitation auquel plusieurs en sont venus à s'attendre, dans ce milieu de libre-échange et de non-réglementation.

La traditionnelle «alternative» du travail dans les plantations de la côte sud ne présente aucun avantage réel. Des milliers de paysans ont été forcés par la nécessité de quitter leurs foyers et d'émigrer comme travailleurs saisonniers dans les plantations. Là, des hommes, des femmes et des enfants souffrent de terribles conditions de travail et de vie.

Un extrait de Nuestra Voz d'octobre 1990 raconte : «J'ai commencé à travailler pour survivre, dans les plantations, quand j'avais huit ans. Je me souviens que j'ai commencé ce travail parce que je n'en pouvais plus de voir l'expression de douleur sur le visage de ma mère. Elle était toujours exténuée, cueillant le café ou le coton, tout en ayant son nouveau-né sur le dos, et mes autres cinq frères et sœurs affamés autour d'elle. Puisque les enfants qui ne travaillent pas ne sont pas

nourris par les propriétaires, ma mère ne gagnait jamais assez. Mon salaire quand j'ai commencé était de 20 sous par jour.»

Violation des droits économiques et sociaux

Le Guatemala est en-dessous des normes indiquées par la Convention Internationale des Droits Sociaux et Culturels, adoptée en 1966. En janvier 1990, la Conférence des Evêques du Guatemala a publié un communiqué très critique de la situation économique et de la violence accrue dans le pays. En voici un extrait:

«Une fois de plus, nous devons signaler l'injustice sociale des structures traditionnelles qui permettent à une minorité d'acquérir la richesse et les privilèges, tandis que la majorité est attaquée par une pauvreté qui l'empêche de se procurer les plus élémentaires biens de base! Cette situation d'injustice sociale s'aggrave sans cesse, élargissant toujours plus le fossé entre les riches et les pauvres.»

Alors que les Guatémaltèques continuent de souffrir des effets brutaux de la répression physique et de la terreur, ils souffrent également de la violence systématique des privations, économiquement et socialement. Cette autre violence est une seconde façon de leur nier la dignité à la vie et nous devons en être aussi préoccupés. La résolution de ces problèmes centraux est la clé de la levée d'une aube nouvelle sur le Guatemala.

LA LUTTE POUR LES DROITS

En dépit du portrait bien sombre des violations des droits humains et économiques au Guatemala, le pays est entré dans une période où les gens posent des gestes courageux pour revendiquer leurs droits et s'assurer un avenir meilleur. Pour que leurs efforts portent fruit, le support internationale pour appuyer leurs demandes est essentiel.

La surveillance des violations des droits humains

La situation des droits humains au Guatemala est considérée par plusieurs comme «dégueulasse et systématique», la pire catégorie d'abus selon les normes de la Commission des Droits Humains de l'ONU. Depuis 1984, un certain nombre d'organismes de droits humains se sont formés. Cependant, la répression qui sévit rend leur travail difficile. Cette campagne de répression et de menace a fait des défenseurs guatémaltèques de droits humains une des cibles les plus touchées dans le monde.

Les organisations populaires de droits humains

CERJ (Conseil des Communautés Ethniques «Runujel Junam», qui signifie «nous sommes tous égaux»). Il a été formé en 1988 pour défendre les droits humains et éliminer la discrimination raciale contre la majorité indienne Maya du Guatemala. (plus de 65% des guatémaltèques sont indigènes et ils ont porté le poids d'une terrible répression ces 500 dernières années). CERJ a mené la lutte contre la participation forcée dans les patrouilles civiles illégales de l'armée. Tout comme le GAM, les membres du CERJ et leurs familles ont été victimes de violence, de menaces, de surveillance, de disparitions et d'assassinats. A cause de cette répression contre les membres du CERJ et leurs proches, CERJ a présenté une poursuite contre le gouvernement guatémaltèque devant la Cour Inter-américaine des Droits Humains (l'agence internationale de droits humains «America's Watch» a publié un rapport sur le CERJ en 1990).

CONAVIGUA (Conseil National des Veuves Guatémaltèques). Ce groupe a été fondé en septembre 1988 afin de travailler avec les 40,000 veuves de la répression de la dernière décennie, les autres veuves, les mères célibataires et toutes les femmes préoccupées d'améliorer les conditions de vie des femmes. La plupart de ses 9 000 membres sont des femmes indigènes. Leurs objectifs sont de s'organiser pour trouver des solutions immédiates et à long terme aux problèmes de manque de nourriture, de médicaments, de vêtements et d'abri pour ces femmes et leur famille; de lutter non seulement pour avoir de l'aide mais aussi pour le respect et la dignité. Cela est important car en tant que femmes, indigènes, paysannes et veuves, elles sont considérées comme

moins que des humains par une grande partie de la société guatémaltèque.

CONAVIGUA travaille aussi pour les droits humains et sollicite qu'on fasse des enquêtes pour les cas de disparition et de morts de leurs êtres chers. Les membres de CONAVIGUA ont reçu de nombreuses menaces et plusieurs de leurs enfants ont été questionnés sur les activités de l'organisation. Comme le disait un membre de CONAVIGUA à un canadien défenseur des droits humains, leur organisation a été mise sur pied dans l'espoir de bâtir une vie meilleure pour leurs enfants, une vie sans violence où il y aurait égalité entre les hommes et les femmes ainsi qu'entre les autochtones et les «ladinos».

GAM (Groupe d'Appui Mutuel-Groupe de support mutuel pour les parents des disparus). Il s'agit du plus ancien groupe de droits humains au Guatemala. Il est né de la violence qualifiée de génocide des années 80, quand plusieurs femmes ont commencé à se rencontrer alors qu'elles essayaient de retrouver leur mari dans les quartiers généraux de la police, dans les morgues et dans les hôpitaux. Ensemble, avec d'autres parents de personnes disparues, elles ont formé le GAM.

Tout au long des années de lutte et de perte, le GAM a courageusement continué à demander que le gouvernement fasse enquête sur les disparitions et traduise en justice les responsables. Le GAM a demandé au gouvernement guatémaltèque de former une commission internationale pour atteindre ces buts. Bien que cette commission ait été mise sur pied, elle ne fonctionne pas encore. Des membres du GAM, incluant des enfants, ont été torturés, assassinés et sont disparus.

La responsable du GAM, Nineth de Garcia jouit d'une reconnaissance internationale pour son travail courageux. Néanmoins, les menaces contre elle ont augmenté ces derniers mois (été 1991). Des hommes armés, en motocyclette, l'ont suivie. Elle a reçu des appels téléphoniques lui intimant d'arrêter son travail et de quitter le pays, sinon elle serait tuée. A cause de ces menaces croissantes, elle a dû se cacher dans un endroit inconnu.

Bureaux de droits humains

CIEPRODH (Centre pour l'Etude, l'Investigation et la Promotion des Droits Humains), existe depuis plusieurs années et produit des rapports et des analyses sur la situation des droits humains au Guatemala.

OSSAG (Bureau du Service Social de l'Archidiocèse du Guatemala), a débuté son travail pour les droits humains en 1990 et publie un rapport mensuel intitulé «Clamor».

Bureau du Procureur Spécial pour les Droits Humains (Oficina

del Procurador para los Derechos Humanos), a été mis sur pied par le Congrès du Guatemala en 1986 et jusqu'à récemment, il n'était pas très actif. Cependant, le Procureur actuel, Ramiro de Leon Carpio, s'est davantage impliqué, particulièrement dans le cas du massacre de Santiago Atitlan, où son rapport a établi que c'est l'armée guatémaltèque, en tant qu'«institution», qui était responsable de ce génocide, et il a utilisé le mot génocide.

Les mouvements populaires : s'organiser pour faire respecter les droits

Les principaux secteurs engagés dans ce mouvement sont les groupes de droits humains (comme le GAM, le CERJ et CONAVIGUA), les syndicats, ainsi que des groupes qui représentent les paysans, les déplacés et les étudiants. Le courage et la force de ces mouvements populaires représentent l'espoir pour le Guatemala et méritent notre support.

Ce qui suit est un résumé des groupes de personnes déplacées qui, en plus de défendre leurs droits, ont mis de l'avant des mesures courageuses pour préparer leur retour dans leur pays et leur foyer.

Communautés de Populations dans la Résistance: Les CPR se composent de paysans autochtones guatémaltèques qui ont dû quitter leur foyer pendant une période intense de massacres perpétrés par les militaires, dans les années 80. Certaines communautés rurales se sont réfugiées dans la jungle et les montagnes du nord du Guatemala, plutôt que d'aller vivre au Mexique comme réfugiés. Cela fait maintenant dix ans qu'ils vivent en fuyant et en se cachant pour se protéger des bombardements de l'armée, des captures et des destructions de leurs récoltes et de leurs biens. La dureté de cette vie passée à se cacher, sans nourriture ni soins de santé, s'est intensifiée pour atteindre un degré intolérable quand l'armée a décidé de diriger la guerre directement contre eux.

Dans leur lutte pour défendre leur vie et rompre l'isolement forcé qui leur a été imposé par l'armée, les CPR se sont organisés pour faire connaître et changer leur réalité. Depuis septembre 1990, les CPR réclament ce qui suit:

- être reconnu comme étant une population civile non-combattante (réfutant ainsi les déclarations de l'armée qui justifie la répression en disant que les CPR sont des «nids de subversion»);
- que soit respectée leur liberté et que l'armée et tout autre forme de contrôle se retirent, afin de garantir leur liberté d'organisation, d'expression et d'association;
- qu'ils aient accès aux médicaments et aux provisions, et qu'ils aient le droit de se développer;

Les déplacés internes

A cause de la violence, plus d'un million de Guatémaltèques

sur huit sont déplacés à l'intérieur du pays. Soixante pour cent d'entre eux n'ont pas de document d'identification donc, pas d'existence légale. Les coûts exigés pour obtenir ces documents sont au-dessus de leurs moyens. Beaucoup d'entre eux ont peine à survivre, sans travail, sans logis, manquant d'eau et de nourriture. Leur situation est à ce point critique qu'ils seront peut-être bientôt obligés d'occuper des terres illégalement, si on ne répond pas à leurs besoins.

Les réfugiés au Mexique

Les soixante mille Guatémaltèques qui vivent encore dans des camps de réfugiés au sud du Mexique, dans des conditions difficiles, ont également atteint un niveau décisif et ils essaient de négocier leur retour au Guatemala. Les Commissions Permanentes ont été formées en 1987 par les réfugiés guatémaltèques au Mexique pour être leurs représentants officiels. Leur mandat est de négocier avec le gouvernement guatémaltèque les conditions nécessaires à leur retour.

Les conditions proposées par les Commissions Permanentes sont:

1. Que le droit légitime à leurs terres au Guatemala soit respecté et reconnu;
2. Qu'en retournant sur leurs terres ils aient la garantie absolue de leur liberté d'organisation;
3. Que le gouvernement guatémaltèque garantisse publiquement la vie de tous ceux qui rentrent au pays;
4. Que sur leurs terres, il n'y ait que des organisations civiles, ce qui exclut la présence de l'armée;
5. Qu'ils soient accompagnés, lors du retour, par des délégations internationales, qui auront le droit de rester avec les réfugiés, comme témoins;
6. Que les membres des Commissions Permanentes aient la liberté de mouvement au Guatemala et internationalement.

CHUNIMA: Un microcosme du cauchemar des droits humains au Guatemala.

Le village de Chunima, dans le département du Quiché, est un modeste hameau autochtone, mais les événements qui s'y sont déroulés depuis la fin de 1990 illustrent bien les problèmes tenaces du Guatemala face aux lois civiles, aux droits humains et à la justice criminelle. En microcosme, Chunima montre la nature incomplète et instable du «changement» au Guatemala. Des élections ont lieu, des démocraties sont déclarées, mais les pouvoirs traditionnels s'accrochent à leurs habitudes et à leurs privilèges.

L'armée maintient son contrôle dans le Quiché grâce au système détesté des patrouilles de défense civile. Ces patrouilles sont en fait des groupes paramilitaires qui servent d'oeil, d'oreille et de bras à l'armée dans les campagnes. Bien que la constitution guatémaltèque affirme que la participation à ces patrouilles est volontaire, des centaines de milliers

de paysans indiens ont été forcés de s'y joindre. Les patrouilles civiles, appuyées par des officiers de l'armée, ont acquis une réputation de brutalité. Comme leurs crimes demeurent impunis, leur nombre ne fait que croître.

L'histoire de Chunima:

1^{er} octobre 1990: Roberto Lemus Garza, un avocat âgé de 49 ans, est nommé juge pour la province du Quiché, ce qui inclut Chunima.

Début octobre 1990: Le délégué du CERJ à Chunima, Sebastian Velasquez, est kidnappé de la manière habituelle. Il attendait l'autobus près de l'autoroute panaméricaine quand cinq hommes qui prenaient place dans un «pick-up» bleu l'ont attrapé et poussé à l'intérieur. Plusieurs personnes ont été témoins de l'enlèvement et ils ont identifié Manuel Perebal Ajtzalam III, un chef de patrouille civile, comme étant celui qui dirigeait l'opération.

Deux jours plus tard, le corps de Sebastian Velasquez est découvert dans un tombeau de Ciudad Guatemala, portant l'inscription XXX.

21 janvier 1991: Le nouveau juge Lemus Garza émet un mandat pour l'arrestation de Manuel Perebal Ajtzalam III. Ce geste signifie une démarcation radicale face à un système judiciaire qui, effrayé par les militaires, a toujours assuré aux patrouilles civiles une immunité totale contre les poursuites. Le mandat d'arrêt a été ignoré.

17 février 1991: Trois des témoins, un homme et ses deux fils, tombent sous les balles de six hommes alors qu'ils s'en vont au marché. Un des fils, Diego Perebal Leon, 39 ans, a survécu. Il a été sérieusement blessé par quatre balles, dont deux se sont logées dans sa colonne vertébrale. Il a été capable d'identifier deux des six assaillants, comme étant Manuel Perebal Ajtzalam et son frère Tomas Perebal Ajtzalam, qui est aussi membre d'une patrouille civile. Un juge de paix local émet un mandat d'arrêt pour meurtre.

1^{er} mars 1991: Le juge Lemus Garza est transféré à une cour du travail, ce qui signifie une diminution de poste. Au lieu d'accepter ce nouveau travail il remet sa démission, frustré et désillusionné, et maintenant il ne pratique plus le droit. La pression augmente pour qu'on arrête les deux suspects. Cesar Alvarez, du Bureau du Procureur Spécial des Droits Humains, fait continuellement pression auprès du Président Serrano et émet finalement une déclaration, en avril 1991, condamnant «l'indifférence» gouvernementale.

Avril 1991: Americas Watch publie un rapport sur le Guatemala, décrivant la façon dont les défenseurs des droits humains sont victimes d'assassinats, de menaces et de harcèlement. Le rapport condamne le gouvernement guatémaltèque qui permet à la police de défier les mandats

judiciaires. Le sénateur américain Alan Cranston, dans une lettre signée par six autres sénateurs, presse le Président Serrano «d'assurer la coopération policière dans le cas de Chunima.»

27 avril 1991: Dans ce qui semble être une réponse à la pression, deux «pick-up» chargés de 18 policiers se rendent à Chunima pour arrêter les deux suspects. Confrontés à un groupe nombreux de patrouilleurs civils armés de «machètes», ils fuient.

Quelques jours plus tard: Serrano répond à la lettre du Sénateur Cranston. Il admet que le Guatemala a un «malheureux problème de droits humains» mais il assure le sénateur que, dans le cas de Chunima, «je peux vous affirmer que tous les suspects sont entre les mains de la police». Il semble que son affirmation soit fausse.

10 juin 1991: Des membres de la Police Nationale essaient à nouveau d'arrêter les deux frères, mais ces derniers réussissent à s'échapper.

13 juin 1991: Les deux frères ont battu et menacé de mort Velasquez Ajtzalam, un autre résident local. Ils l'accusent d'avoir averti la police de leur présence dans le village. Diego Perebal Leon, survivant de l'attaque qui a coûté la vie à son père et à son frère, est confiné à une chaise roulante à cause de ses blessures. Il dit qu'il ne peut retourner à Chunima parce que ses assaillants sont toujours au large: «s'ils n'ont pas été arrêtés jusqu'à maintenant, ils ne le seront jamais».

(Texte publié par le «Christian Task Force on Central America» de Vancouver. Traduit de l'anglais).

RAOUL LÉGER 10 ANS DÉJÀ!

SI, POUR NOTRE PLUS GRAND BIEN, LA MÉMOIRE DE MGR ROMERO EST RAPPELÉE FIDÈLEMENT À CHAQUE RETOUR DU 24 MARS, ON NE SAURAIT EN DIRE AUTANT DE LA PLUPART DES AUTRES MARTYRS QUE LES DERNIÈRES DÉCENNIES ONT TANT MULTIPLIÉS EN AMÉRIQUE LATINE. AINSI, QUI AUJOURD'HUI SE SOUVIENT D'UN MAURICE LEFEBVRE ET COMBIEN SE SONT RAPPELÉ QU'IL Y A EU VINGT ANS EN AOÛT DERNIER QUE CE MISSIONNAIRE OBLAT IMPLIQUÉ AUPRÈS DES UNIVERSITAIRES ÉTAIT TOMBÉ SOUS LES BALLES DE LA SOI-DISANT SÉCURITÉ NATIONALE EN BOLIVIE? ET QUAND ON PENSE À RAOUL LÉGER, CE JEUNE MISSIONNAIRE LAIC ACADIEN QUI CONNUT UN SORT SEMBLABLE AU GUATÉMALA, DIX ANS PLUS TARD (ÉTÉ 81), QUI SE SOUVIENT ENCORE POURQUOI ET COMMENT IL EST DEVENU MARTYR? DANS NOTRE MONDE DE L'INSTANTANÉ ET DE L'IMMÉDIAT, NOUS SOMMES MENACÉS D'AMNÉSIE, SANS SOUPÇONNER JUSQU'À QUEL POINT LA PERTE DE LA MÉMOIRE AFFAIBLIT NOTRE LIBERTÉ ET AFFECTE MÊME NOTRE PROPRE HUMANITÉ.

Dix ans après la mort de ce compatriote, et un an à peine avant le cinquième centenaire de l'arrivée des Européens de ce côté-ci de l'Atlantique, il nous paraît salutaire de signaler les grandes lignes de ce que, sans prétention, nous pourrions appeler «l'héritage spirituel de Raoul Léger». Avec le recul du temps, quatre lignes de fond se dégagent très nettement.

1. Le temps de la conversion: l'option pour les pauvres. Raoul arriva au Guatemala au début de 1979 au moment où, à Puebla, ville du Mexique, la 3^e conférence des évêques d'Amérique latine confirmait l'appui des pasteurs à la pratique des secteurs de l'Eglise les plus dynamiques, c'est-à-dire ceux qui travaillent à partir du quotidien à rendre efficace et concrète la Bonne Nouvelle du salut en Jésus-Christ. Bien sûr il s'était déjà converti aux pauvres, ici même dans son Acadie natale, et c'est avec raison qu'il a pu écrire: «Je voulais aller au Guatemala pour aider et défendre les pauvres».

Mais le momentum ecclésial qu'il trouva à son arrivée en Amérique centrale et, en particulier, l'ambiance chrétienne populaire qui le précédait à Concepcion, sa paroisse d'adoption, la formation permanente que, sur place, il allait recevoir avec ses compagnons et compagnes d'équipe, la méditation de la Parole de Dieu, notamment de ces passages où Jésus montre le salut en action (ex.: Luc 4, 16-21), le contact direct avec une population croyante et pauvre, marginalisée et exploitée ainsi que la découverte des organisations que le petit peuple s'était données, tout cela l'amena de plus en plus à vivre pour, avec et comme les pauvres, sans trop de questionnement, de la façon la plus simple et la plus normale qui soit. Et c'est en cela d'abord que, tel Abel qui, «bien que mort parle encore» (Hébreux 11,4), Raoul est un message pour nous qui côtoyons des pauvres de plus en plus nombreux qui prennent le visage de groupes, de quartiers et de régions.

2. Le temps de l'insertion et de l'incarnation: la rencontre avec les Indigènes mayas. Changer de pays, passer du nord au sud, rend nécessaire un certain nombre de réajustements

non assurés d'avance: il n'est que de rappeler, à l'approche du 5^e centenaire, les déplorables faux pas des premiers Européens face aux nations autochtones de nos pays actuels. Mais quand Raoul a «découvert» le monde indien des hauts plateaux du Guatemala, c'est véritablement de rencontre qu'il faut parler. Ses origines rurales et agricoles l'amenant à se définir comme «un petit gars de la terre», il n'eut aucune difficulté à se reconnaître une parenté avec ses paysans mayas qui, avec tant de respect, cultivent la terre comme s'ils caressaient leur mère. L'amitié qu'il développa rapidement avec les habitants du voisinage lui était tellement naturelle qu'elle l'envoyait aussi bien jouer au football avec les jeunes indiens habitués, eux, aux 2300 mètres d'altitude de leur village, qu'à semer des pommes de terre avec les paysans des alentours. Une telle proximité lui ouvrit très vite les yeux et le coeur sur les blessures de cette profonde Amérique aux veines ouvertes, en attente des vrais remèdes. Alors, à ses compatriotes si éloignés des Amérindiens d'ici et indifférents face aux questions posées par des projets comme celui de Grande-Baleine, n'est-ce pas que Raoul, vraie parole de Dieu, semble demander: «Qu'as-tu fait de ton frère?» (Genèse 4, 9-10).

3. Le temps de la passion: l'engagement jusqu'au bout. Le début des années 80 fut marqué au Guatemala par une intensification de la répression contre les pauvres et leurs alliés. Si, au début, nous apprenions les assassinats par la radio et les journaux, ils frappaient maintenant les gens de nos villages, de nos communautés, nos amis, nos collaborateurs et collaboratrices. Devant des menaces personnelles très précises, une certaine clandestinité céda très vite la place à un exode forcé qui n'épargna pas Raoul. Rentré au pays à la fin de 1980, il choisit librement de retourner au Guatemala à peine un mois plus tard, étant de ces disciples qui, après avoir mis la main à la charrue, ne regardent pas en arrière (Luc 9, 63). Alors, au-delà de tout discours, la radicalité de sa décision ne remet-elle pas en question tant de décrochages, nos demi-mesures et tant d'années sabbatiques dans les engagements?

4. Le temps de l'affirmation et de la révélation: l'identité chrétienne explicite. En même temps que la réalité indienne, Raoul a découvert la Parole de Dieu et son impact dans les communautés chrétiennes qui lui sont devenues familières. Une telle expérience lui donna «l'impression qu'on peut faire beaucoup plus en étant non seulement chrétien au fond du coeur, mais en agissant publiquement en tant que chrétien». Et il faisait ce projet: «Lorsque je retournerai en Acadie (...), je ne me présenterai plus simplement comme un travailleur social, mais aussi comme un missionnaire qui veut évangéliser les coeurs et la société grâce à l'amour du Christ». De tels propos n'interpellent-ils pas les peurs qu'on peut avoir à affirmer sa foi et son appartenance à l'Eglise?

Nous avons osé résumer l'héritage spirituel de Raoul Léger en quelques phrases et en quatre temps: c'est vraiment trop peu. Comme le dit Qohelet, il y a en effet beaucoup d'autres temps: un temps pour planter et un temps pour arracher, un temps de guerre et un temps de paix, un temps pour pleurer et un temps pour rire. Raoul a connu très tôt l'épreuve qui l'a conduit à la mort. Mais comme Mgr Romero, assassiné seize mois avant lui, il croyait dans la résurrection: elle aura son temps. Son héritage aujourd'hui invite notre solidarité, pour que se change en temps de vivre le temps de mourir qui menace encore trop d'hommes et de femmes.

ANDRÉ LEBLANC

RAOUL LÉGER : PRESENTE!

«ÊTRE JEUNE, C'EST N'AVOIR PERDU PERSONNE ENCORE» *

C'est plus difficile que je ne le croyais. Comment parler de Raoul, dix ans plus tard? Je croyais le tout cicatrisé, l'affaire réglée, la vie qui suit son cours. Tout a tellement changé depuis dix ans, depuis «l'aventure» du Guatemala, depuis l'époque où toutes les certitudes étaient permises! Rien à faire: comment ne pas reconnaître que la mort violente de Raoul, pour ceux qui l'ont aimé et côtoyé de près, pour ceux qui ont partagé ses rêves, ses espoirs et ses tribulations, marque un point de rupture dans nos vies, irréversible et lourd?

J'aimerais bien parler de lui comme d'un martyr, d'un saint ou encore d'un subversif (vous vous souvenez de l'émission «Man Alive»?); mais en réalité, Raoul échappait résolument à toute forme de catégorisation, de crédo ou d'intellectualisation. Raoul était animé d'une volonté et d'une dynamique propres, impénétrables et mystérieuses. En cela, je ne crois pas me tromper en affirmant qu'il était un homme seul et secret. Qui pouvait prétendre le connaître?

Il n'avait pas le don des langues, la parole n'était pas son domaine. Les indiens Mam de San Juan Ostuncalco et de Concepcion Chiquirichapa, où il travaillait, l'avaient surnommé «banatsum» qui signifie tout va bien; des mots Mam qu'il avait retenus, il utilisait celui-ci à toutes les sauces, peut-être parce qu'il lui collait à la peau. Raoul se sentait en

syntonie avec les indiens mayas, et leur communication empruntait volontiers la voie du silence plutôt que celle du discours. «Banatsum» était un être fidèle, inconditionnel et obstiné. En lui n'opéraient pas les mécanismes de contrôle et de raisonnement qui caractérisent la plupart d'entre nous. Je l'entends encore, lorsque je l'invitais à plus de prudence: «Godue, écoeure-moi pas!». Sur un fond mélancolique et tendre, il avait des explosions incompressibles de vitalité, de force et de joie. C'était à ses heures un fier joueur, parfois excessif et frondeur, qui s'amusait à défier le sort.

Raoul avait dû rentrer prématurément et précipitamment au Canada, suite à des menaces professées contre l'équipe de San Juan Ostuncalco. Quelle ne fut pas notre stupéfaction, pendant une des périodes les plus pénibles de l'histoire du Guatemala, de le voir réapparaître à Ciudad-Guatemala! Voilà qui donne bien la mesure de l'homme. Je n'aurai de cesse d'admirer son geste. Il est devenu la mesure de mon propre courage et de ma propre faiblesse.

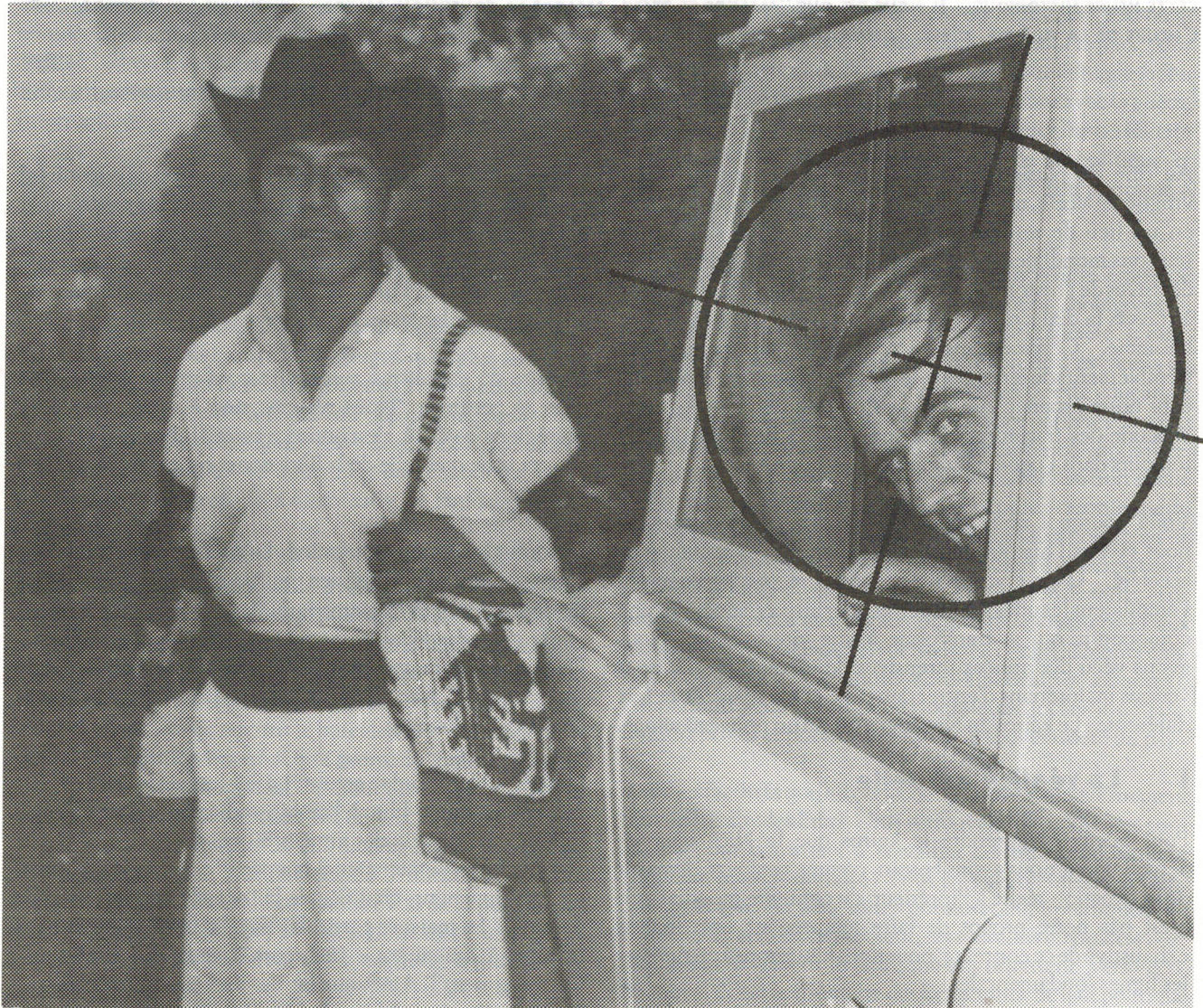
CHARLES GODUE
WASHINGTON, 1^{er} OCTOBRE 1991

P.S. : Aujourd'hui, les militaires ont repris le pouvoir en Haiti. Tout est toujours à recommencer...

(* Tournier, Michel. *Petites proses*. Editions Gallimard, 1986, p.243)

RAOUL LÉGER, 10 ANS DÉJÀ!

CÉLÉBRATION DU 10^{ème} ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE RAOUL LÉGER, 29 ANS, MISSIONNAIRE LAIC DE CHEZ-NOUS, TUÉ EN 1981 AU GUATEMALA PAR LES ESCADRONS DE LA MORT PARCE QU'IL TRAVAILLAIT AVEC LES PAYSANS INDIGENES DANS LEURS LUTTES POUR LA JUSTICE.



**VENDREDI LE 8 NOVEMBRE 1991, À 19h30,
CENTRE ST-PIERRE, 1212 PANET, MONTRÉAL,
MÉTRO: BEAUDRY**

POUR INFORMATION:

COALITION ROMERO : 387-2541

SOCIÉTÉ DES MISSIONS ÉTRANGERES (LAICAT MISSIONNAIRE) : 667-4190

LE KAIROS* DU NICARAGUA

UN AN APRÈS LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT AU NICARAGUA, JOSÉ MARÍA VIGIL A ÉLABORÉ CE DOCUMENT DANS LE BUT D'AIDER À MIEUX COMPRENDRE LE PHÉNOMÈNE NICARAGUAYEN. J.M. VIGIL A FAIT UNE ANALYSE DES CHANGEMENTS DANS LE MONDE. IL PARLE DE LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS ENVERS LA L'AMÉRIQUE LATINE ET EN PARTICULIER DE L'AGRESSION CONTRE LE NICARAGUA. DANS CE CONTEXTE, IL CHERCHE LES CAUSES QUI ONT AMENÉ LE PEUPLE À PRENDRE LA DÉCISION DU 25 FÉVRIER 1990. IL FAIT UNE RELECTURE BIBLIQUE ET THÉOLOGIQUE DE L'EXPÉRIENCE NICARAGUAYENNE EN CLARIFIANT À LA LUMIÈRE DE LA FOI LES ÉVÉNEMENTS LES PLUS MARQUANTS DE SON PROCESSUS RÉVOLUTIONNAIRE. FINALEMENT IL ÉNONCE LES DÉFIS QUE VIT CE PAYS D'AMÉRIQUE CENTRALE EN CETTE HEURE HISTORIQUE. IL NOUS DIT QUE "MALGRÉ CE REcul, MALGRÉ LA CONFUSION, MALGRÉ L'EUPHORIE DES ENNEMIS, C'EST L'HEURE DE LA FIDÉLITÉ, C'EST, COMME LE TITRE L'INDIQUE BIEN, LE KAIROS, L'HEURE DE GRÂCE DU NICARAGUA.

CRIE

CENTRE RÉGIONAL D'INFORMATIONS OÉCUMÉNIQUES

Au dire de plusieurs, le Nicaragua est, en cette fin de vingtième siècle, un lieu privilégié de l'histoire. Transformé en un lieu de rencontres et en carrefour des différentes tensions mondiales, dans ce pays éclatent les forces les plus décisives de l'histoire, les batailles fondamentales qui tissent à travers la dialectique et les conflits, l'avenir universel de l'homme. Comme dans un centre d'enregistrement des tremblements de terre, nous, les nicaraguayens, nous sentons dans notre propre chair la secousse sismique de toutes et de chacune des transformations mondiales. Et nous sommes toujours dans l'oeil de l'ouragan.

Voilà pourquoi nous avons l'impression qu'au Nicaragua nous vivons l'histoire plus intensément, à un rythme plus accéléré. C'est comme si les heures se condensaient et s'empilaient les unes sur les autres pour arriver à dominer une conjoncture qui se transforme à une vitesse folle. Nous avons vécu dix années intensives de révolution. Et nous venons maintenant d'entrer dans une étape nouvelle et fort différente. Le kairos du Nicaragua prend un nouveau visage.

I La réalité actuelle

Pour mieux comprendre le kairos que le Nicaragua vit actuellement nous avons besoin, comme toujours, de partir de sa situation réelle à l'intérieur du contexte mondial. Ce n'est pas notre propos de faire maintenant une analyse exhaustive de ce contexte; nous nous limiterons à en signaler les lignes fondamentales.

a) Une vague de renforcement mondiale du capital

C'est la donnée la plus globale. Nous sommes dans un monde différent de celui d'il y a dix ans.

Les centres du pouvoir économique et politique capitalistes sont encore plus puissants qu'ils ne l'étaient auparavant.
* temps de grâce

L'empire a atteint des degrés de concentration de pouvoir les plus grands jamais atteints dans l'histoire de l'humanité: qu'il s'agisse du pouvoir économique, militaire, scientifique, technologique, ou encore dans les moyens de communication. Jamais dans l'histoire du monde il n'y a eu autant de disparité entre la classe dominante et les majorités dominées.

La crise du socialisme autoritaire confirme le capitalisme dans sa certitude "Nous n'avons rien à apprendre, nous possédons la vérité, c'est nous qui avons raison". Il n'y a pas d'autre issue que celle de la libre concurrence sur le marché mondial.

Le conflit Est-Ouest est terminé. La guerre et la politique des blocs sont finis. L'espace politique qui favorisait les révolutions s'est extrêmement rétréci. Il y en a qui affirment que le cycle des révolutions anti-impérialistes s'est refermé. Forcément, il faut apprendre à vivre dans une sorte de "convivencia" avec l'Empire. La voie de la négociation et du dialogue s'impose.

Le conflit Nord-Sud se creuse. La faiblesse et la crise de l'Est laissent le champ libre à l'ambition hégémonique du capitalisme. La décennie des années 80 qui a été celle des grands investissements soutenus par le capital international est unanimement qualifiée de la "décennie perdue" pour les pauvres. La majeure partie des pays sous-développés sont revenus à des niveaux inférieurs à ceux des années 60. Concrètement l'Amérique latine, s'est transformée en une "exportatrice nette" de capital vers le monde riche à cause de sa dette extérieure. La "perte de cette décennie" s'est traduite entre autres choses par une augmentation de 71 millions de nouveaux pauvres, de sorte qu'ils sont maintenant 183 millions de latino-américains pauvres parmi lesquels 88 millions vivent dans une extrême pauvreté ou indigence, selon le rapport de CEPAL publié en juillet 1990. Et le phénomène continue: les organismes financiers internationaux - instruments des pays riches - vont aider les économies des pays pauvres au moyen de leur implacable "politi-

que de réajustement". Il s'agit d'un phénomène international, véritable avalanche irrésistible du nord contre le sud, du capital contre le travail. C'est avec raison que la Banque mondiale a intitulé son rapport pour 1990 "World poverty". (En anglais dans le texte) Les pays les plus riches font de nouveaux partages du monde à partir du principe des marchés comme nouvelles "zones d'influence" selon leurs intérêts. Ces zones ne sont pas avant tout géopolitiques mais plutôt géoéconomiques. Nous entrons dans le "marché global" à l'échelle du monde.

Une puissante vague de la droite, néo-libérale et néo-conservatrice, déferle sur le monde. L'euphorie envahit le capital, la droite, le monde riche. Sous couvert de "démocratie" le système se consolide et se développe au niveau international.

b) Une décade d'hostilité et de harcèlement au Nicaragua

Ce contexte mondial se matérialise au Nicaragua.

C'est avec le président Carter qu'ont commencé les sanctions des Etats-Unis contre le Nicaragua mais plus tard c'est Ronald Reagan qui a fait du renversement des sandinistes et de la destruction de la Révolution l'objectif majeur et l'obsession presque pathologique de son mandat. Le harcèlement s'est exercé dans tous les domaines: de l'économie, de la finance, du commerce, de la diplomatie, de l'information et même de la guerre.

Ni la solidarité internationale avec le Nicaragua (le plus grand phénomène de solidarité politique internationale qui se soit jamais produit dans l'histoire) ni la bataille juridico-politique menée devant les tribunaux internationaux par le Nicaragua et dont le bien-fondé a été reconnu mondialement, n'ont été capables de ralentir le harcèlement des Etats-Unis contre notre petit pays dans cette guerre de "basse intensité" comme ils l'ont surnommée. La Cour internationale de La Haye l'a déclarée "terrorisme d'Etat". Les morts, c'est le Nicaragua qui les a fournis: 30 000 nicaraguayens ont payé de leur sang (ce serait l'équivalent de 3 millions de morts américains, si on faisait la comparaison avec la population des Etats-Unis). Et puis il y a eu des dommages d'une valeur de 17 millions\$ (l'équivalent de la valeur de la production globale du pays en huit ans), causés directement ou indirectement par la guerre contre notre pays. Et cela c'est sans porter au compte des dommages les bénéfiques normaux (crédits financiers, programmes d'aide, etc.) auxquels tous les pays ont accès et qui nous ont refusés.

De toutes les conquêtes sociales de la révolution, il n'y a pratiquement que la réforme agraire qui soit restée sur pied et qui soit toujours visible pour les pauvres. Les améliorations obtenues dans le domaine de la santé, de l'alphabétisation, de l'habitation, de l'éducation ont été traquées, étouffées,

détruites, renversées. Et dans le champ des conquêtes politiques on a aussi obligé la révolution à reculer, à s'assouplir, à tolérer, à négocier, à permettre, à concéder.

Cette multiple agression se reflétait inexorablement, chaque jour dans le plat de haricots de chaque nicaraguayen, dans les morts de sa famille, dans la diminution de la productivité, dans la destruction de notre infrastructure sociale, dans l'hyper-inflation, dans le moral révolutionnaire de notre peuple. Etant donné cette situation, le fait qui a révélé la profondeur de la guerre d'usure dont nous avons souffert fut le résultat des élections du 25 février 1990 où le peuple a dit "C'est assez!" Le peuple a voté pour la paix, pour la fin de la guerre et de la faim. Il a voté pour l'unique façon qui existait afin que les Etats-Unis en finissent avec la guerre et la faim qu'ils nous imposaient. Le 26 février Bush a félicité Reagan pour le succès à retardement de sa politique et Violeta Barrios, pour consentir à réaliser cette politique à l'intérieur du Nicaragua.

C'est ce jour-là qu'a commencé une nouvelle étape de l'histoire du Nicaragua: un gouvernement bourgeois a remplacé le pouvoir populaire à la barre de la société. L'Etat, conforme au droit, construit par la révolution est remis en question et attaqué; s'achève du même coup cette éducation populaire si prodigieusement démocratisée par la révolution; l'économie nationale retourne au système néo-capitaliste: diminution de l'intervention de l'Etat, libéralisation totale de l'économie, arrêt des allocations, coupure draconienne du budget de santé, renégociation soumise à leurs politiques de réajustement avec les organismes financiers internationaux, renversement de la réforme agraire, restitution de terres et de propriétés privées aux grands propriétaires terriens et aux partisans de l'ancien dictateur Somoza, congédiements massifs, réceptions de donations nord-américaines soumises à l'implantation de politiques économiques qui favorisent des intérêts privés et portent atteinte à la souveraineté du pays.

Avec les facilités que lui concède le nouveau gouvernement pro-américain, les Etats-Unis retrouvent de meilleures conditions pour continuer à travailler contre le mouvement populaire révolutionnaire. Tous les pays d'Amérique Centrale, y compris Panama, sont reconnus comme politiquement à droite; à partir de ce moment, les réunions du processus de Esquipulas délaissent le politique et s'orientent vers l'économique. C'est le triomphe des Etats-Unis, de leur politique guerrière, de leur guerre de basse intensité, de la désobéissance au jugement de la Cour internationale, du droit de la force.

c) L'involution ecclésiastique universelle

Avec un mystérieux synchronisme par rapport au renforcement actuel du conservatisme, les Eglises chrétiennes enregistrent un mouvement majoritaire de néo-conservatisme et de virage à droite. "L'involution" caractérise particulièrement l'Eglise catholique. C'est une involution

qui s'ajuste à ce néo-conservatisme de la société, s'y adapte et finit par le justifier et le sanctionner. L'involution des Eglises et les processus de recul historique et de renforcement du mouvement néo-conservateur s'est converti en une évidence largement acceptée par l'opinion publique mondiale.

Elle est bel et bien terminée l'époque de ces attitudes ecclésiales du Concile Vatican II et de tant d'autres Eglises progressistes faites d'acceptation à la foi critique et affectueuse du monde moderne, de l'oubli de soi pour sortir à la rencontre du monde, pour en scruter les signes et de le sauver de l'intérieur par le dialogue et l'incarnation. A la compréhension a succédé la condamnation, au dialogue, l'éloignement. La nouvelle attitude est celle du rejet de la "modernité."

"Le monde de la modernité a échoué" pense-t-on dans plusieurs Eglises en suivant la ligne néo-traditionaliste. Le monde a abandonné l'Eglise et il est parti par les chemins de la modernité. Aujourd'hui, ce monde moderne reconnaît son échec et revient à l'Eglise, la seule qui puisse donner un peu de sécurité et de sens à ce monde orphelin et égaré. C'est l'autorité qui va lui rendre son intégrité. Il faut abandonner l'attitude critique et les "idéologies" et revenir à la société chrétienne que ces idéologies ont détruite. Dans la conjoncture actuelle de reconstruction du monde c'est l'Eglise qui va le sauver par son offre d'évangélisation de la culture pour un monde nouveau.

La mise aux oubliettes de Vatican II et de Medellin, la condamnation à toute fin pratique de la théologie de la libération, le silence imposé aux théologiens, le contrôle de la nomination des évêques et des Conférences épiscopales, l'intervention dans les affaires internes de la CLAR, (La Conférence latino-américaine des religieux et religieuses; voir à ce sujet le dernier numéro de CAMINANDO) le Projet Lumière et le Projet Lumière 2000, les préparatifs de la conférence de Saint-Domingue, etc. voilà plusieurs signes d'un mouvement généralisé de virage à droite et de retour en arrière que personne ne nie quand il s'agit de Vatican II.

Si ce mouvement d'involution et de restauration ecclésiale est plus visible et plus facilement identifiable dans le cas de l'Eglise catholique, à cause même de son unité, il n'existe pas grande différence avec le phénomène de virage à droite et de néo-conservatisme qu'on peut déceler au niveau de l'Eglise protestante. Et puis il y a le phénomène des sectes qui mérite une mention tout à fait particulière. Car si c'est un phénomène qui existait déjà depuis un bon moment, dernièrement son activité a augmenté sensiblement. Son succès nous laisse bouche bée. Citons le cas de quelques sectes, qui après seulement cinq ans d'existence comptent déjà au Brésil plus d'un million d'adeptes grâce aux médias électroniques, alors que des Eglises historiques qui ont fait leurs preuves et qui existent depuis plus d'un siècle dans ce pays ne comptent toujours pas deux cent mille membres. Voilà le signe d'un

phénomène beaucoup plus vaste. La conjoncture socio-économique, politique et même psychologique de notre société moderne fait que beaucoup de femmes et d'hommes d'aujourd'hui – surtout parmi les plus pauvres – sont particulièrement vulnérables à l'attrait des sectes qui sont en même temps favorables à la consolidation du capitalisme et de la droite.

d) Les Eglises au Nicaragua

Il n'existe pas encore à leur sujet une évaluation très approfondie mais les résultats globaux font déjà partie de l'histoire et ils sont gravés d'une façon indélébile dans la conscience de notre peuple et dans la mémoire historique de beaucoup d'hommes et de femmes du monde entier qui ont observé et étudié le Nicaragua. Les institutions des Eglises chrétiennes – et parmi elles principalement la hiérarchie catholique – se sont opposés au processus révolutionnaire. En même temps que "christianisme et révolution" se sont révélés parfaitement compatibles avec l'expérience vibrante et féconde de tant de chrétiens et tant de communautés de base, en même temps il est évident que les Eglises institutionnelles ont été par principe, ennemies de la révolution.

Elles ont eu dix années entières, ces Eglises, pour réviser leur position, pour réconcilier leur passé avec les mouvements populaires, pour essayer de comprendre la justesse des revendications populaires, la mystique de leurs luttes, les valeurs nettement évangéliques que la révolution véhiculait. Cette espérance ne s'est pas réalisée. La majorité des institutions ecclésiales se sont tenues loin du projet populaire et ont renoué avec la droite, la classe bourgeoise, les oligarchies, le capitalisme et même avec la violence armée contre-révolutionnaire. Mais il y a plus encore: les Eglises chrétiennes, catholique et protestantes, en grande majorité, ont servi au Nicaragua de chemin le plus court pour démobiliser l'esprit révolutionnaire de la population. L'infrastructure ecclésiastique institutionnelle (paroisses, congrégations, prêtres, pasteurs, religieuses, délégués de la Parole, catéchètes, associations, mouvements, etc.) a été sans aucun doute le véhicule le plus efficace de travail pour développer une mentalité contre-révolutionnaire à travers tout le pays et qui a conduit au triomphe électoral du projet bourgeois du 25 février. Le 26 juin, en remettant la dernière arme, terminant ainsi officiellement la guerre, le commandant Rubén a voulu rendre publique la sincère reconnaissance de la Contra armée envers le Cardinal Obando, qui, "lors des moments les plus obscurs nous a éclairés et nous a encouragés à continuer la lutte."

Il faut se demander quelles cicatrices laissera cette décade dans le subconscient du peuple, pas seulement chez les nicaraguayens mais également chez tous les Latinos-américains. Il faut se demander quel exemple ou plutôt quel scandale a donné l'Eglise aux révolutionnaires, à toute cette

génération héroïque de militants, de combattants, de mutilés, de mères, de veuves, d'orphelins, de tous ceux qui ont lutté avec abnégation pour la dignité de la patrie et la transformation radicale de la société. Les révolutionnaires pourront-ils encore croire en Dieu après cette décade nicaraguayenne? Et alors, en quel Dieu pourront-ils croire? Pourront-ils croire dans l'Eglise? Dans quelle Eglise pourront-ils croire? Les pauvres organisés et conscientisés pourront-ils croire dans l'Evangile malgré tant et tant de "mauvaises nouvelles" qu'ils ont reçues durant cette décade de la part des Eglises chrétiennes et de leurs hiérarchies?

e) L'Eglise des pauvres

Il faut aussi en faire une évaluation plus approfondie mais il y a des données fondamentales qui déjà sont évidentes. L'utopie, qui durant les premières années de la révolution paraissait à portée de main, l'utopie de toute une Eglise tournée vers le projet populaire, clairement engagée dans la cause des pauvres, n'a pas été réalisable.

Il n'a même pas été possible d'instaurer une "Eglise des pauvres" sectorielle qui ait été le moins tolérée. La guerre sainte contre cette "Eglise populaire" qu'on s'est employé à défigurer a été totale. On l'a condamnée, regardée comme l'oeuvre de Satan. On peut affirmer que dans la pratique, il y a eu un schisme même s'il n'a jamais été déclaré tel, car personne n'a voulu se séparer de l'Eglise, la hiérarchie a déclaré l'Eglise des pauvres illégitime, l'a condamnée comme "marxiste et athée", l'a qualifiée de satanique devant ses fidèles, a expulsé ses prêtres dont elle a refusé les obédiences, a destitué ses délégués de la Parole et pour finir l'a publiquement exclue de la communion ecclésiale lors du discours d'Obando devant le Pape Jean-Paul II et par décision de la Conférence épiscopale catholique nicaraguayenne lors de la visite ad limina d'Obando à Rome le 22 août 1988.

Si on l'étudie en prenant une perspective tant sociologique que canonique, l'avenir de l'Eglise des pauvres reste très incertain. A l'intérieur de l'Eglise catholique – dans laquelle le phénomène est le plus clair et le plus important – le schisme existe de la part d'une partie de la hiérarchie et d'un nombre important de secteurs de fidèles qui partagent l'aversion que leurs pasteurs leur ont inculquée. Le Concile national qui se prépare depuis deux ans déjà continue à ignorer totalement les chrétiens révolutionnaires: "Ils n'existent pas ou alors ils forment une secte". Les bases les plus humbles de l'Eglise des pauvres sont confrontées chaque jour au scandale du rejet de leurs pasteurs, de leur mise à l'écart, de l'accusation de suppôts de Satan. Dans divers secteurs le comportement pastoral, la foi et l'amour de beaucoup de paysans et de paysannes qui sont délégués de la Parole est tout simplement héroïque. Mais l'héroïsme ne saurait être le fait de tous ni durer toujours.

II Eclairage de notre contexte à la lumière de la foi

Après cette sombre analyse de la réalité que nous venons de faire, il est évident que le Nicaragua traverse une situation bien distincte de celle de la décade qui vient de se terminer. Il s'agit, comme nous le mentionnions plus haut, d'une étape nouvelle. Il faut donc un nouvel éclairage biblique et théologique.

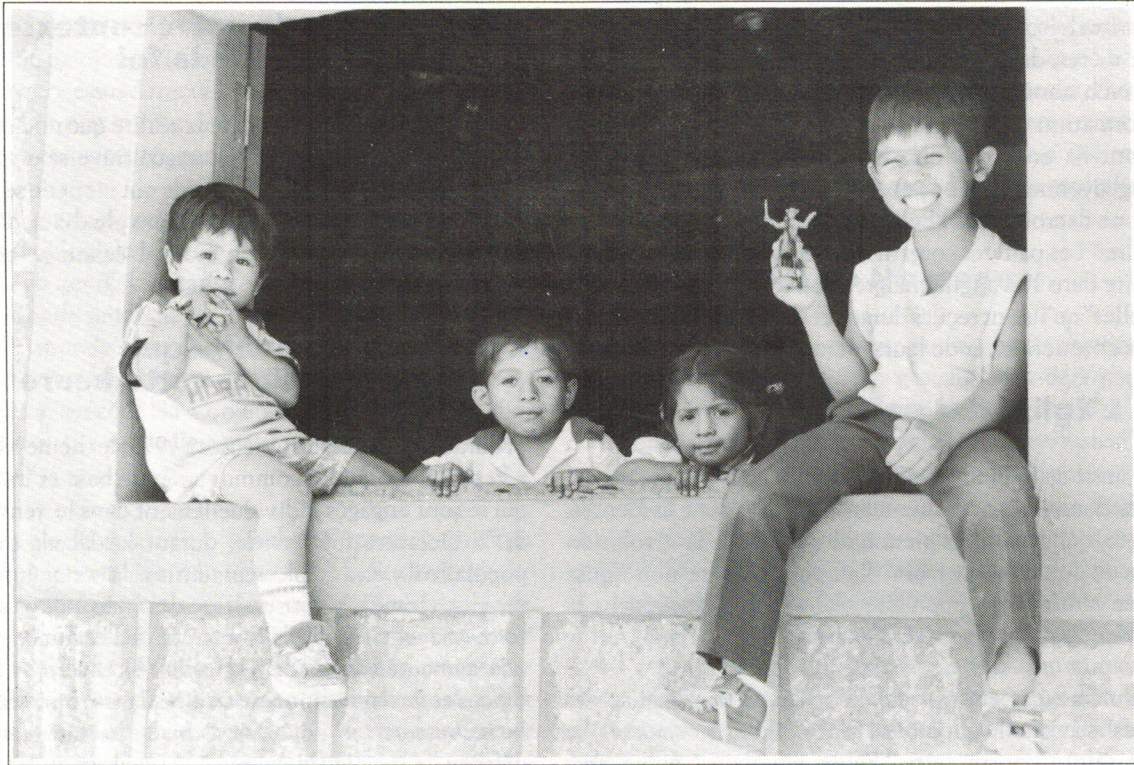
II a) Perspective biblique pour illuminer cette heure

Si durant les années antérieures à 1979, le thème biblique qui a le plus illuminé les communautés de base et les chrétiens qui se sont engagés individuellement dans le renversement de la dictature fut l'exode, durant la décade du pouvoir populaire il y en a eu plusieurs autres: la conquête de la terre promise (Josué), la construction des lieux nouveaux et de la terre nouvelle (Is 65), la formation de l'homme nouveau, la communauté fraternelle (Actes 2 et 4), et surtout, à cause du blocus et de l'agression américaine, la traversée du désert et la reconstruction de Jérusalem en même temps que la défense de la ville (Néhémie 4). Quels sont les textes qui peuvent davantage nous éclairer dans la situation actuelle?

D'abord, signalons que les pages bibliques de la traversée du désert par le peuple de Dieu peuvent continuer à nous éclairer. La terre promise n'est pas contiguë à la Mer Rouge. De l'autre côté, c'est le désert. L'utopie n'est pas à portée de main. Il faut marcher. Et durant cette marche, surviennent de multiples tentations. Il y a d'abord celle de regarder en arrière vers les avantages et le confort que nous abandonnons. C'est aussi une certaine peur de la liberté. Il y a aussi la tentation de céder à la faim et à la soif en regrettant "l'ail et les oignons d'Egypte". Il y a la tentation de douter, par peur de l'inconnu, face à la sécurité de ce qui était établi. Il y a la tentation de la fatigue et du découragement face à toutes les difficultés rencontrées. Finalement, il y a cette tentation de renoncer à la dignité du droit d'aînesse pour un plat de lentilles.

Ces tentations de la traversée du désert ont été constamment présentes dans la vie de tous les jours au Nicaragua durant toute cette décade. Chacun d'entre nous se rappelle les nombreuses fois où il a succombé, les nombreuses circonstances de notre vie où la tentation nous a vaincus. Le recul de son projet populaire que signifie la nouvelle situation du Nicaragua peut être visualisé à la lumière de ces tentations: peut-être avons-nous succombé à la tentation collectivement?

D'autres pages bibliques peuvent aussi nous illuminer. Par exemple, celles du passage d'Israël vers la monarchie. Israël naissant, formé de paysans et ceux qui se sont révoltés contre la féodalité cananéenne, unis aux semi-nomades descen-



dants d'Abraham et au groupe de Moïse venu d'Égypte s'est réorganisé en "tribus". Ils ont refusé la forme de vie des cités-états cananéennes et ils se sont organisés en clans et en tribus. Ils ont rejeté toute forme d'État et de domination. Sous l'inspiration religieuse de Yahvé, contre le dieu Baal qui justifiait les privilèges des princes et l'inégalité sociale, Israël se donne une société égalitaire, avec des lois établies afin de rendre pratiquement impossible l'exploitation et l'injustice. Cette confédération de tribus trouve son expression biblique dans l'alliance de Sichem (Josué 24). C'est le temps de l'utopie, quand Israël parvient à vivre selon le "projet de Dieu". On dit que cette expérience, a duré environ deux cents ans. Mais à la longue, le peuple s'est fatigué de ce projet de fraternité. Les groupes de tribus les plus favorisées par la terre ou par le climat, à cause de leur surplus de production se sont intéressés à changer le système, à rompre l'isolement commercial, à entrer dans les relations internationales et à "se moderniser" afin de croître économiquement. D'autre part, la pression exercée par les philistins suggérait la nécessité de créer une armée, de concentrer le pouvoir dans la personne du roi et de se transformer en "une nation comme les autres" abandonnant par le fait même le "projet utopique de Dieu". Le prophète Samuel a déclaré immédiatement et très franchement son opposition: vouloir être comme les autres peuples allait introduire la domination, les tributs à payer, les travaux forcés, l'inégalité, l'injustice, l'oppression. Mais le peuple était fatigué et il a choisi d'être une nation comme les autres. Et c'est ce qui s'est passé: la monarchie a été établie et l'inégalité et la domination ont refait leur apparition.

Le projet révolutionnaire nicaraguayen ne fut jamais identifié à l'arrivée du Royaume, mais il fut interprété comme un pas dans la bonne direction vers le "projet de Dieu", ce projet d'une société égalitaire et fraternelle. C'était l'utopie de la fraternité sociale. Mais parmi nous il y en a qui se sont fatigués. C'est dur de sacrifier son égoïsme personnel sur l'autel de la fraternité. Surtout quand on est tellement harcelé et que de tous ces efforts ne découlent que la faim et la guerre... Ils ont préféré abandonné les utopies de la fraternité et "être comme les autres peuples", opter pour la survivance, pour la paix et le développement économique, supprimant du même coup les lois sévères qui rejetaient toute inégalité. Cela rétablissait un système sans frein ni entrave à l'égoïsme individuel.

Nous pouvons aussi trouver une source de lumière dans l'attitude des prophètes. L'instauration de la monarchie n'était pas un simple changement de forme de l'État. Au contraire, il affectait le peuple d'Israël au plus intime de lui-même: sa fidélité à Yahvé. Yahvé était justement le Dieu qui avait fait sortir son peuple de l'esclavage d'Égypte et lui avait donné des lois afin que jamais ne soit tolérée l'inégalité entre les membres de ce peuple de Dieu. Ils ne devaient jamais dans l'avenir être exploités sans merci au moyen d'impôts par aucun roi qui voudrait ainsi soutenir son pouvoir, son appareil d'état, son luxe et son armée. Jamais de travaux forcés pour construire des oeuvres somptueuses comme cela s'était passé pour les paysans opprimés par la féodalité cananéenne et comme cela c'était passé aussi en Égypte pour les hébreux sous Pharaon. Toutefois, l'évolution de la monarchie s'est dirigée précisément vers cette situation:

avec Salomon, le peuple en est venu à vivre la même situation d'oppression que leurs ancêtres avaient vécu en Canaan et en Egypte. Et voilà que Salomon, pour payer ses dépenses, sa cour, son appareil administratif, son luxe, la construction de son palais et de celui de ses épouses fait payer aux tribus des impôts onéreux et leur impose des travaux forcés. Bien plus, il est allé jusqu'à exiger cela pour la construction du temple de Yahvé. Il justifiait au nom même de Yahvé la situation d'oppression de laquelle le Seigneur avait jadis fait sortir son peuple d'Egypte, les enjoignant de ne jamais y revenir. Le nom de Yahvé était ainsi utilisé "en vain" pour les "choses vaines", pour les idoles, pour Baal, le dieu qui justifiait l'inégalité et l'exploitation. Et cela ne s'est pas passé seulement avec Salomon mais encore avec beaucoup d'autres rois d'Israël. Voilà pourquoi, d'abord Samuel puis plusieurs autres prophètes se sont élevés au nom de Yahvé pour dénoncer les faux dieux à qui on prétendait parfois rendre un culte sous le nom de Yahvé lui-même et pour exiger au nom même de Yahvé, le retour à l'alliance primitive, au tout premier "projet de Dieu": une société juste où la domination serait impossible.

Au Nicaragua nous avons vécu et nous vivons encore un conflit religieux comme il n'en existe pas beaucoup à travers le monde. Ce conflit, il oppose les Eglises (l'Eglise des pauvres et l'Eglise de ces néo-chrétiens alliés au pouvoir bourgeois) et entre des dieux différents (le Dieu des pauvres et le Dieu de la société chrétienne occidentale). En effet, le Dieu de Bush n'est pas celui de Ernesto Cardenal, pas plus que le Dieu du Cardinal Obando n'est le "Dieu des pauvres" que nous invoquons dans les chants de la "messe nicaraguayenne" (surtout si on en juge par les interdictions répétées d'utiliser ces chants de la part de la hiérarchie catholique de Managua et de Rome). Ce n'est sûrement pas le même Dieu que durant les années de la révolution invoquaient les contre-révolutionnaires (avec des invocations à Jean-Paul II et à Obando) et le Dieu des communautés de base, des héros et des martyrs qui ont donné leur vie pour la libération de la Patrie. Au nom d'un certain Dieu nous avons lutté pour construire une société nouvelle, fraternelle, égalitaire de laquelle disparaîtrait l'exploitation de l'homme par l'homme. Au nom d'un autre Dieu (celui de l'Empire) on a essayé de détruire ce projet par tous les moyens, y compris le feu et le sang, pour réintroduire le système qui nous permettrait "d'être comme les autres nations", d'être comme l'Empire. Deux dieux différents pour le même nom de chrétien. Voilà pourquoi les prophètes doivent continuer à dénoncer l'apostasie et l'idolâtrie camouflée, l'adoration du Baal qui légitimise l'inégalité, le privilège et la domination, face à Yahvé qui, justement a appelé son peuple à se soulever pour le libérer de tout cela et construire une nouvelle société. Grâce à Dieu, le prophète de nos jours n'est pas une personne individuelle mais tout un "reste de Yahvé" un peuple pauvre, sujet de son histoire et de sa foi, qui dénonce ce Dieu, véritable idole, qualifiée de chrétienne et au nom duquel a été commis le génocide de la conquête, s'est perpétuée

l'exploitation des pauvres et veut être remis en place comme système au Nicaragua. Actuellement, c'est l'heure prophétique d'une prophétie collective et populaire.

Il est normal que nous puissions trouver dans l'évangile des pages de la vie de Jésus qui puissent compléter ce même éclairage que nous avons trouvé dans les pages de l'Ancien Testament. Jésus au désert est passé par les mêmes tentations que le peuple de Dieu. Lui aussi a vécu dans un moment de l'histoire où son peuple n'était pas fidèle au "projet de Dieu" alors qu'il avait même remplacé ses commandements par des traditions humaines... Voilà pourquoi Jésus s'est levé, et reprenant le ton des prophètes a annoncé le retour du "projet de Dieu", le Royaume. Il voulait mettre en lumière le visage authentique de Dieu en un temps où il était défiguré. Cela lui a valu un conflit terrible avec les autorités religieuses qui l'ont accusé de blasphémer. Il a été incompris comme tous les prophètes et il est mort comme la majorité d'entre eux. Plusieurs de ses attitudes peuvent nous illuminer dans la conjoncture actuelle, spécialement sa fidélité à sa mission malgré la crise, malgré l'heure des ténèbres qu'il a dû vivre, malgré le conflit religieux qu'il a dû assumer.

II b) Perspectives théologiques pour interpréter cette heure

Notre espérance chrétienne n'est pas un idéalisme. Ce n'est pas une mystification pour des simples d'esprits qui ne veulent ni voir ni accepter la réalité. Notre certitude c'est que le Seigneur de l'histoire triomphera – et l'histoire avec lui – et ce n'est pas un leurre de penser que l'histoire marche toujours d'un pas ferme vers l'avenir et qu'il n'y a jamais de retour en arrière. Le grand combat de l'histoire se déroule avec des victoires et des échecs partiels. Le Seigneur nous a promis d'être avec nous tout au long de l'histoire mais il ne nous a pas promis le triomphe immédiat. Lui-même a subi l'échec mais il l'a vaincu par sa fidélité et malgré la croix. La foi dans la résurrection exige d'accepter la réalité de la croix et de la mort, de les accepter en les dépassant, sans les renier. Il n'y a que la victoire finale qui sera totale et irréversible.

"Il y a un moment pour tout et un temps pour chaque chose sous le ciel." (Qo 3, 1ss) L'histoire humaine, aux yeux de la foi, nous apparaît comme l'Histoire du Salut avec ses heures de gloire et ses heures de douleurs, ses heures de liberté et ses heures de captivité. Les pauvres et tous ceux qui ont fait alliance avec leur cause, nous vivons actuellement une "heure douloureuse" de l'histoire. Ce n'est pas une heure de conquête ni de liberté mais une heure de siège et de captivité. C'est "l'heure de l'Empire". C'est, d'une certaine façon "l'heure et le pouvoir des ténèbres". Les vents contraires à la cause des pauvres soufflent avec force, du moins si nous ne regardons que les apparences. Si nous croyons que le Seigneur écrit droit sur des lignes courbes, il serait en train de créer un réseau souterrain qui nous est imperceptible mais qui nous sera favorable. Car "nous savons d'autre part que tout con-

court au bien de ceux qui aiment Dieu.” (Rm 8, 28)

Les “heures douloureuses” que nous vivons au niveau mondial ont fini par affecter profondément le Nicaragua. Ces heures de liberté et de bonheur que notre peuple vivait lorsqu’il était au pouvoir, malgré la douleur immense de l’agression, se sont enfuies. Nous ne pouvons ignorer les erreurs commises dans la gestion sociale et politique, ni bien entendu, que les instruments scientifiques mis à la disposition des pauvres pour leur conduite en société n’aient pas besoin d’être améliorés. Nous ne pouvons pas non plus nous soustraire à nos propres responsabilités face à nos erreurs et à nos péchés qui peuvent être nombreux. Au contraire nous devons nous examiner sérieusement et corriger nos manques de cohérence.

Nous ne pouvons pas recourir d’une façon infantile à une interprétation fondamentaliste qui attribue directement à Dieu la responsabilité de cette heure particulièrement difficile. La réalité historique possède sa propre autonomie séculière qui doit être examinée d’une manière rationnelle, utilisant tous les moyens à notre portée. Mais en même temps, nous pouvons reconnaître que l’heure actuelle excède notre capacité d’intelligence et de contrôle et qu’elle exprime quelque chose du “mystère de l’histoire” et de la “grandeur et de la petitesse de l’homme”.

Dire qu’aux yeux de la foi nous sommes dans une “heure douloureuse” c’est accepter ce mystère de l’histoire anthropologique et théologique, humaine et divine. Cela signifie du même coup que nous nous engageons à continuer de scruter cette histoire pour la dominer et l’orienter vers le projet de Dieu.

C’est une “heure douloureuse” mais ça ne l’empêche pas d’être une heure de l’Histoire du Salut qui demeure vivante dans l’histoire humaine et continue d’en faire partie malgré toutes les peines et toutes les apparences contraires. Elle passe par des chemins qui sont peut-être connus de Dieu seul mais elle ne pourra continuer sans notre participation.

Le Salut continue à s’opérer dans l’Histoire en cette “heure de l’Empire”. Ce salut a traversé tant d’heures noires vécues sans arrêt par les pauvres tout au long de l’histoire! Le peuple d’Israël a été soumis à différents empire. Jésus qui a vécu sous l’empire romain sans voir dans un proche avenir aucune espérance humaine de liberté pour son peuple. Tant de héros et de martyrs sont tombés dans l’espérance de la liberté.

Le Salut continue de faire l’histoire en cette “heure d’hiver ecclésial” de même qu’il a su s’ouvrir un passage dans l’histoire durant tant de millénaires alors qu’il n’y avait pas “d’Eglises”, quand Dieu sauvait à travers “d’autres” sacrements. Dieu a continué d’opérer le salut au-delà, en dehors, avec et même malgré les Eglises, y compris les églises non-chrétiennes (“moyen ordinaire de salut pour la majorité” comme le dit Rahner). Et puis, Jésus lui-même a dû faire l’Histoire du

Salut en marge de “l’Eglise” d’Israël.

III Les défis du kairos du Nicaragua

C’est la foi qui va illuminer cette heure historique et qui va nous en permettre une vision contemplative. Par la foi nous voyons la marche du Salut dans l’Histoire des pauvres. Et nous voyons le temps de grâce, le “kairos” que renferme cette heure historique. De nombreux éléments importants entrent en jeu en cette heure de péché et de grâce. Quels sont les éléments présents dans ce kairos que la foi nous permet de découvrir?

Un grand nombre d’éléments sont en jeu. C’est un projet original de libération populaire, révolutionnaire, autochtone, sans cadre rigide ni dépendance et anti-impérialiste. C’est un symbole d’espérance pour les majorités opprimées d’Amérique Latine et du tiers monde car les pauvres regardent la marche en avant du Nicaragua sur le chemin de la libération latino-américaine. C’est aussi l’avancée à travers la tourmente qui nous est tombée dessus. C’est le triomphe de la force du droit sur le droit de la force, le projet de paix des peuples face au projet de paix de l’empire, l’utopie de la fraternité ou la force de l’égoïsme individualiste qui sont en jeu.

D’un point de vue spécifiquement ecclésial, ce qui est en jeu, c’est la confirmation de la possibilité de la convergence entre christianisme et révolution et la participation des chrétiens dans les mouvements populaires de libération. C’est aussi la possibilité que de véritables Eglises “des pauvres” converties au Dieu de Jésus, au Dieu des pauvres, au Royaume de Dieu, au peuple et à ses luttes, prennent clairement leurs distances face à ceux qui ont exploité le peuple depuis des siècles. Enfin, c’est la prophétie que les pauvres rebelles font au monde et aux Eglises quand ils déclarent non-chrétiens le dieu de l’Empire, le dieu de la société occidentale qui se définit comme “chrétienne” mais qui a approuvé l’empire, la conquête, la colonisation de jadis et celle d’aujourd’hui dans ses nouvelles versions.

Tout ce que l’expérience historique de cette décade, tout ce que sa continuité et son approfondissement ont signifié, est donc remis en question.

Voilà pourquoi, nous ne pouvons oublier qu’un tel kairos se vit précisément pendant une “heure de l’empire”, une “heure d’hiver” tant au niveau mondial qu’au niveau du Nicaragua. Pour nous, cette heure de l’empire a été particulièrement tragique. Nous avons dû supporter la “guerre totale” de la plus grande puissance de la terre. Même si la solidarité a été très grande, nous en sommes arrivés à une impasse. Notre peuple a entrevu la possibilité de sortir de cette situation extrême limite. Il a fallu choisir: survivre ou mourir héroïquement. Notre peuple – partagé entre la sagesse et la ruse – a choisi la survivance. Il a refusé de jouer le rôle de victime collective, sauf 41% de personnes héroïques. Il a choisi – beaucoup plus par ruse – se disant qu’il saurait

“résister”, en espérant qu’arrive le moment de trouver une porte de sortie astucieuse quand sera passée cette “heure des ténèbres”. Comment résistera-t-il? Comment profiter de ce temps de grâce qui est en jeu dans ce kairos, en pleine “heure de l’empire”, en pleine “heure d’hiver”?

Il s’agit d’une “résistance” active qui comprend plusieurs choses. Elle implique la dénonciation des faussetés qu’on veut faire passer comme lettre à la poste: la crise des pays de l’Est européen n’est pas la crise du socialisme sinon le renversement d’un modèle autoritaire de socialisme qui ne s’est jamais appuyé sur la volonté de ces peuples; la “démocratie” dont on parle partout n’est que le masque du néo-libéralisme et les deux sont des réalités bien distinctes. Avec ou sans élections, le capitalisme est profondément anti-démocratique; il opprime le peuple et le tient en marge des décisions. Il n’y a pas de démocratie sans socialisme ni de socialisme sans démocratie.

Cette “résistance” ne doit pas non plus se laisser séduire par les chants des sirènes de la propagande néo-libérale. Ceux qui ont vécu cette décennie au Nicaragua—et sans doute bien des gens dans plusieurs autres pays du tiers monde—personne ne va nous convaincre du caractère et des intentions “démocratiques, civilisatrices et mêmes pacifistes” d’une bourgeoisie et d’un empire qui n’ont pas cessé de nous harceler, utilisant même la guerre pour détruire à n’importe quel prix le projet choisi démocratiquement par notre pays. Toutes les tentatives de dialogue faites par le gouvernement populaire durant toutes ces années ont été vaines. Nous qui sommes témoins de ce que nous avons vu et entendu au Nicaragua, personne ne va nous convaincre que le projet populaire n’a pas été capable d’aller de l’avant (sinon parce qu’on nous en a empêchés) ni que notre peuple a voté librement contre ce projet (sinon parce qu’il voulait survivre.) C’est ainsi que le kairos du Nicaragua nous présente un défi de créativité et de fidélité parce qu’il se présente comme une heure de purification et de conversion.

“L’heure” que nous vivons nous oblige à l’auto-critique et à la conversion. Quelquefois, c’est seulement après les échecs qu’on est capable de reconnaître les erreurs, les dogmatismes, les autoritarismes, les fausses sécurités. Se corriger est le fait des sages; se repentir est le fait des saints. La douleur que provoque la situation actuelle nous rend capables de conversion.

L’Homme Nouveau n’arrive ni à la faveur d’un décret, ni par le changement de structures. Au milieu des structures les plus révolutionnaires la tentation de l’égoïsme du vieil homme reste permanente. Cela reste latent dans le cœur de l’homme et continue à être le pire ennemi du “projet de Dieu”, du projet d’une “société égalitaire”. Voilà pourquoi, le projet socialiste sera toujours un projet courageux “à contre-courant”. L’égoïsme, l’individualisme, le manque de solidarité seront toujours plus “faciles”. L’échec des expériences socialistes révèle du même coup que l’humanité n’est pas encore assez mature pour la fraternité organisée

socialement et préfère la liberté de l’égoïsme sans aucune limite. Il reste du chemin à parcourir!

Malgré ce retour en arrière, malgré la confusion, malgré l’euphorie de l’ennemi, c’est une heure de fidélité. Parce qu’en fait, il n’y a vraiment rien d’essentiel de changé: restent toujours l’espérance des pauvres, la possibilité d’une société nouvelle de même que la cause de Jésus, LE ROYAUME! Il n’y a que les circonstances, le scénario, “l’heure” qui ont changé. Mais le kairos, le temps de grâce demeure le même

C’est l’heure de la fidélité convaincue: “Notre cause triomphera parce que c’est la cause de l’Amour, la cause de la justice”, disait Sandino. Et il ajoutait: “Il n’y a que les ouvriers et les paysans qui arriveront au but” avec tous ceux qui seront leurs alliés. Fidélité convaincue et sans hésitation “comme celle de l’homme qui voit l’invisible” (He 11,27) même si parfois cette fidélité devient perplexe et déconcertée face au chemin qu’il faudrait prendre, au gestes concrets qu’il faudrait poser.

C’est aussi l’heure de la fidélité ecclésiale, malgré la confusion et la situation conflictuelle. Dans les moments de crise, il est important de nous accrocher aux certitudes les plus inébranlables, celles qui nous jugeront définitivement: marcher à la suite de Jésus, annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres et cheminer avec le peuple.

C’est aussi une heure de créativité et d’espérance. L’heure présente est déconcertante pour les pauvres et leurs alliés. L’histoire nous a surpris par un changement profond de conjoncture. Il y a plusieurs certitudes et de vieilles sécurités qui sont entrées en crise. Il n’y a pas de formules ni de chemin tout tracé devant soi. Il est nécessaire de continuer sans autre bagage que la créativité: essayer de nouveaux chemins, continuer une recherche permanente.

C’est une heure d’espérance malgré l’échec le plus dur. Il faut maintenir une ferme conviction que nous sommes en marche malgré le retour en arrière et que l’Humanité arrivera, malgré tout à faire prendre conscience que l’égoïsme individualiste socialement organisé n’est pas le niveau le plus élevé de conscience auquel elle est appelée. Quand sera passée l’ivresse cette heure, la sérénité et la lumière reviendront. D’ici là, ceux qui vont garder cette espérance seront les meilleurs serviteurs de l’humanité et les plus incompris. C’est maintenant et plus que jamais que la solidarité doit se manifester. Le Nicaragua, ce n’est pas une question locale ni nationale, sinon un patrimoine d’espérance pour plusieurs peuples. La qualité de nos amis se révèle précisément dans les moments difficiles. Actuellement la situation est pénible même pour la solidarité. Voilà pourquoi elle va devoir manifester sa qualité réelle.

Ce kairos, en cette “heure” continue à retentir au Nicaragua, plus fort que jamais.

JOSÉ VARÍA VIGIL

S O M M A I R E

Reconstruire l'espérance	3
500e anniversaire de l'invasion de l'Amérique : l'apport des femmes	7
Bilan de la situation au Guatemala en 1991	8
Raoul Léger : 10 ans déjà!	15
Raoul Léger : presente!	16
La kairos du Nicaragua	18
Va-et-vient	27

Le Caminando est le bulletin du Comité chrétien pour les droits humains en Amérique latine. Il est publié cinq fois par année.

Adresse : 25, rue Jarry Ouest, Montréal, Québec, H2P 1S6

Téléphone : (514) 387-2541.

Veillez prendre note que le nouveau numéro de télécopieur du Comité chrétien est (514) 387-5550.

Ont collaboré à ce numéro : Chantal Havard, Constance Havard, Diane Saint-Antoine, Clotilde Lemay, Madeleine Perrault, André Leblanc, Charles Godue, Maria Teresa Cordero, Suzanne Manseau, Maria Alicia Puente de Guzman, Louise Gravel. Les photographies sont de Michel Richard.

